Niveau(x) d'enseignement: 1 Numéro EDUQ : 9470636
Centre d'intérêt: 130

Bigras, Louise, 1941-.

Analyse du contenu des réponses au questionnaire du Conseil de restructuration scolaire de l'île de Montréal sur certaines recommandations du rapport Parent / Louise Bigras. -- Québec : Ministère de l'éducation, Direction générale de la planification, Section des études sociologiques, 1968.
110 f. ; 28 cm.

Descripteur(s): *Administration scolaire *Structure scolaire *Système scolaire *Restructuration scolaire *Organisme *Opinion *Commission sc laire régionale *Préscolaire (Niveau) *Primaire (Niveau) *Secondaire (Niveau)

Identificateur(s) de nom: *Rapport Parent

Identificateur(s) de sujet: *Comité scolaire

L'analyse du contenu des prises de position de 32 groupements sur certaines recommandations du rapport Parent a été effectuée pour le Conseil de restructuration scolaire de l'île de Montréal et se veut surtout informative. Elle vise essentiellement à faire ressortir les idées globales qui se dégagent des commentaires des diverses associations. Les recommandations étudiées ici sont celles qui concernent le comité scolaire, la commission scolaire régionale, le conseil de développement scolaire et la restructuration scolaire de l'île de Montréal.

L'enquête a été menée à l'aide d'un questionnaire demandant à l'organisme quelle était son attitude quant à chacune des recommandations retenues dans le questionnaire. Les associations consultées n'ont pas fait l'objet d'un échantillonnage et celles qui ont répondu comprennent autant de groupes anglophones que francophones.

Le document contient d'abord une analyse statistique des positions pour chacune des recommandations; la deuxième partie consiste en l'analyse du contenu proprement dite, en fonction de chaque article et des thèmes principaux; dans la dernière partie, des tableaux regroupent les opinions selon le type d'associations, la langue de l'association et sa dénomination religieuse.

Type de document: r
Région(s) administrative(s): 063

EDUQ B4706 36

# ANALYSE DU CONTENU DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE DU CONSEIL DE RESTRUCTURATION SCOLAIRE DE L'ILE DE MONTRÉAL SUR CERTAINES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PARENT

LOUISE BIGRAS

SECTION DES ÉTUDES SOCIOLOGIQUES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

le 25 avril 1968

D
176

EDUQ 8470636

# ANALYSE DU CONTENU DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE DU CONSEIL DE RESTRUCTURATION SCOLAIRE DE L'ILE DE MONTRÉAL SUR CERTAINES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PARENT

LOUISE BIGRAS

SECTION DES ÉTUDES SOCIOLOGIQUES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

le 25 avril 1968

# ANALYSE DU CONTENU DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE DU CONSEIL DE RESTRUCTURATION SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL SUR CERTAINES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PARENT

LOUISE BIGRAS

SECTION DES ÉTUDES SOCIOLOGIQUES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

le 25 avril 1968.

TABLE DES MATIERES — PAGES


Introduction 1

Partie I - COMPILATION STATISTIQUE 6

A. Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'association 6

B. Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association 13

C. Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse. 19

Partie II - ANALYSE DU CONTENU 25

A. COMITE SCOLAIRE

1. comité scolaire pour chaque école publique (32) 25

2. comité scolaire composé de cinq membres (33) 29

B. COMMISSION REGIONALE

3. administre toute éducation d'un même territoire(37) 35

4. les commissaires de la commission régionale sont élus par un collège électoral (38) 37

5. organise et administre tout l'enseignement d'un même territoire (42a) 40

6. assure les services parallèles (médicaux etc.) dans toutes les écoles sous sa juridiction (42b) 42

7. choisit et engage le personnel enseignant et non-enseignant de ses écoles (42c) 44

8. présente au ministère les recommandations pour l'établissement des normes des services à appliquer dans ses écoles (42d) 45

9. prépare et soumet au ministère de l'Education le budget nécessaire au progrès de ses écoles (42e) 46

10. prélève l'impôt foncier sur son territoire (42f) 47

11. fait les constructions scolaires requises, entretient les édifices, organise le transport des élèves (42g) 49

12. fait chaque année un recensement de tous les enfants et adolescents jusqu'à 18 ans (42h) 52

13. nomme un directeur général et un directeur pour chacun des enseignements à organiser (421) 54

C. CONSEIL DE DEVELOPPEMENT SCOLAIRE

14. définit les normes fondamentales des services et dépenses pour le territoire (46a) 56

15. négocie l'échelle des traitements et de salaires pour tout le personnel enseignant et non-enseignant (46b) 58

16. étudie les budgets des commissions régionales et les présentent au ministère de l'éducation (46c) 60

17. participe à la détermination du taux uniforme de l'impôt à être prélevé par les commissions régulières (46d) 61

18. coordonne le développement scolaire du territoire en contrôlant les achats de terrains (46e) 62

19. fait fonctionner les services qui peuvent être organisés à meilleur compte sur une base commune (46f) 63

20. nomme, à ces fins, un directeur général et autant de directeurs généraux adjoints qu'il sera nécessaire (46g) 65

D. RESTRUCTURATION SCOLAIRE DE L'ILE DE MONTREAL

21. toutes les commissions scolaires existantes seraient remplacées par 7 commissions régionales (56) 66

22. conseil de développement scolaire soit créé immédiatement pour l'Ile de Montréal avec tous les pouvoirs déjà reconnus au conseil (57) 70

Partie III - TABLEAUX DES PRISES DE POSITION 76

A. Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'association 76

B. Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue d'association 87

C. Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse 98

APPENDICE

Enumération des associations participantes 109

Introduction:

Cette analyse du contenu des prises de positions de 32 groupements sur certaines recommandations du rapport Parent, effectuée pour le Conseil de restructuration scolaire de l'Ile de Montréal, se veut surtout informative. Aussi, il ne s'agit pas d'une analyse du contenu en profondeur où les thèmes et les positions sont interprétés en fonction de valeurs, normes ou idéologies. L'étude vise plutôt à faire ressortir pour chacune des recommandations les idées globales qui se dégagent des commentaires des diverses associations. A l'intérieur de ces idées, il y a tentative de déterminer les caractéristiques communes des groupements qui s'y rallient.

La procédure suivie est assez simple. D'abord analyse statistique des positions (accord-désaccord-indécis) des associations pour chacune des recommandations (22) du rapport Parent. Cette étude a été faite selon trois variables: le type d'association, la langue de l'association et la dénomination religieuse. Ainsi à la fin du texte, il s'y trouve trois séries de tableaux correspondant à chacune de ces variables. La deuxième partie du travail consiste en l'analyse du contenu proprement dite. Elle ne touche que les groupements qui ont fait des remarques aux recommandations citées dans le questionnaire. Chaque article est isolé et étudié de façon à faire ressortir des thèmes généraux. Ensuite chaque thème

est repris et on y indique les associations qui, sous différentes formulations, y adhèrent. Le lecteur notera que parfois les groupements sont nommés seulement, c'est que leurs commentaires sont homogènes et expriment directement l'idée globale. D'autres fois, les remarques des associations sont citées, dans ce cas les opinions sont généralement diversifiées et liées indirectement au thème.

Nous croyons à propos de faire quelques commentaires sur la validité statistique de l'instrument et la représentativité des informateurs. Pour juger de ces points, il faut répondre à trois questions essentielles: (a) l'instrument mesure-t-il ce que l'on veut savoir? (b) est-ce que l'information recueillie sert les fins de l'analyste et (c) l'instrument répond-il aux exigences statistiques? Si nous nous en tenons à l'analyse du contenu, il faut reconnaître que cette méthode permet la connaissance des opinions exprimées par les divers groupements. Cependant, comme il ne s'agit pas d'un échantillon, les prises de positions ne peuvent pas être généralisées à d'autres associations du même type. Aussi l'analyse n'a de valeur que pour les groupements qui ont répondu au questionnaire.

La réponse à la deuxième question s'avère un peu plus complexe. En effet, nous avons cru comprendre que

certaines associations bénéficiaient d'une plus grande importance stratégique que d'autres et que l'intérêt du Conseil portait surtout sur ces groupes. Idéalement, pour rencontrer ces exigences, il aurait fallu attribuer un facteur de pondération à chacun des groupements en fonction de certains critères objectifs. Ces critères n'étant pas déterminés au moment de l'analyse, la seule possibilité aurait été de faire une évaluation subjective de l'importance des associations répondantes. Cette évaluation n'ayant aucune valeur scientifique, nous avons préféré que ces différences de poids apparaissent comme indicateurs seulement. En effet, la spécification des noms des groupements quant aux idées exprimées, permettra au Conseil de faire une pondération pertinente.

La représentativité des associations peut être discutée à deux niveaux: a) l'association comme telle (b) les membres de l'association. Malheureusement les groupements n'ont pas été choisi au hasard ou selon des critères précis de sélection ce qui affaiblit l'analyse. Cependant, la plupart des groupements importants de l'Ile de Montréal ayant répondu au questionnaire, les documents ont une valeur de représentation de l'opinion de "témoins privilégiés", c'est-à-dire d'associations particulièrement influentes et intéressées au de-

maine de l'éducation.

Le facteur primordial qui agit sur la représentativité interne des associations est le procédé utilisé pour répondre au questionnaire. Tous les groupements n'ont pas recueilli les données de la même façon. En effet quelques uns ont convoqué une assemblée générale des membres, d'autres ont distribué les questionnaires à leurs membres qui devaient les retourner à une certaine date, d'autres encore n'ont réuni que le comité exécutif qui s'est lui-même chargé de donner des opinions au nom des membres. La représentativité est donc inégale pour chacune des associations. Remarquons en outre, qu'au niveau linguistique, il aurait été préférable d'échantilloner les associations au pro rata de la population de l'île de Montréal. Ainsi nous retrouvons le même nombre de groupements francophones qu'anglophones, alors que les proportions respectives de ces groupes linguistiques sont d'environ 65% par rapport à 35% pour l'île de Montréal.

Quelle est la valeur de l'analyse statistique? Le nombre restreint de répondants (32) ne permet pas d'attacher une très grande importance à cette partie de l'analyse, surtout pour les groupes d'associations où le nombre est inférieur à 5. L'application d'un test statistique s'est avéré impossible dans le cas présent vu l'absence de plusieurs cri-

tères minima nécessaires à cette application. Cependant cette analyse sert d'indicateur des tendances des associations vis-à-vis chacune des recommandations du rapport Parent. Les données sont présentées sous forme de pourcentages de façon à avoir une base commune de comparaison. Les différences observées ne doivent cependant pas être perçues comme statistiquement significatives, elles n'indiquent en principe qu'une tendance à être différent.

XXXXXXXXXXXXX

Nous remercions M. André Gendron qui a effectué la compilation statistique des prises de positions des groupements, M. Langevin Gagnon et Mlle Lise Bergeron qui ont fait l'analyse statistique des opinions des informateurs sur les recommandations du rapport Parent selon le type et la dénomination religieuse des groupements.

Partie I- COMPILATION STATISTIQUE

A. Opinions des informateurs selon le type d'associations

1. La totalité des parents, 85% des enseignants et des groupes socio-économiques, 75% des néo-canadiens et 60% des administrateurs sont d'accord avec la recommandation 32. D'autre part 66.6% des commissaires sont en désaccord, tandis que 25% des néo-canadiens et 35% des commissaires sont indécis.

2. 100% des parents et des néo-canadiens, 85% des enseignants et 57% des groupes socio-économiques sont d'accord avec l'article 33 du questionnaire.66% des commissaires, et 60% des administrateurs sont en désaccord, cependant 33.3% des commissaires se disent indécis.

3. 83% des parents, 80% des administrateurs et 57% des enseignants sont en accord avec cette recommandation. 66.7% des commissaires sont en désaccord avec la recommandation 37. Les néo-canadiens sont partagés 50/50 pour et contre cette recommandation, tandis que chez les groupes socio-économiques 42.9% sont en accord, 42.9% en désaccord et 14.2% sont indécis; 33.3% des commissaires sont aussi indécis.

4. Sur cette question (38), 100% des parents, 85% des groupes socio-économiques et des enseignants, 75% des néo-canadiens et 60% des administrateurs sont d'accord. 66% des commissaires sont en désaccord et 33.3% indécis.

5. 100% des parents, 85% des groupes socio-économiques, 75% des néo-canadiens, 71.4% des enseignants, 66% des commissaires et 60% des administrateurs sont en accord avec les fonctions pédagogiques attribuées à la commission régionale (42a). Tous les autres sont en désaccord sauf 20% des administrateurs qui sont indécis.

6. Tous les groupes sont en majorité en faveur de la recommandation 42b. Cependant, 33.3% des commissaires 28.6% des groupes socio-économiques et 14.3% des enseignants sont en désaccord tandis que 20% des administrateurs sont indécis.

7. Tous les groupes sont en majorité pour l'engagement du personnel enseignant et administratif par la commission régionale (42c). Seulement 14.3% des enseignants sont en désaccord tandis que 25% des néo-canadiens, 20% des administrateurs et 14.3% des groupes socio-économiques sont indécis.

8. Tous les groupes sont en majorité en accord avec la recommandation 42d. 33% des commissaires, 28.6% des groupes socio-économiques et 14.3% des enseignants sont en désaccord et 20% des administrateurs sont indécis.

9. Tous les groupes sauf les commissaires sont en majorité favorable au rôle de la commission régionale relativement aux budgets (42e). 66% des commissaires, 28.6% des groupes socio-économiques et 14.3% des enseignants s'y opposent tandis que 20% des administrateurs sont indécis.

10. Tous les groupes se prononcent en majorité en accord avec la recommandation 42f, sauf les administrateurs dont seulement 40% se disent en accord. Les autres 60% des administrateurs sont indécis. 33.3% des parents, 28.6% des enseignants 25.0% des néo-canadiens et 14.3% des groupes socio-économiques sont en désaccord. En plus de 60% des administrateurs, 14.3% des enseignants et 14.3% des groupes socio-économiques sont indécis.

11. La majorité des informateurs, pour chacun des groupes, est favorable à l'article 42g du questionnaire. Seulement 28.6% des enseignants et des groupes socio-économiques et 16.7% des parents sont en désaccord. En outre, 20% des administrateurs, 16.7% des parents et 14.3% des enseignants sont indécis.

12. Tous les groupes sont en majorité en accord avec la recommandation 42h du rapport Parent. 20% des administrateurs, 14.3% des enseignants et des groupes socio-économiques sont en désaccord. 20% des administrateurs, 16.7% des parents et 14.3% des enseignants se disent indécis sur cette question.

13. Tous les groupes sont en majorité en faveur de la nomination d'un directeur général et de directeurs adjoints (42i): personne n'est indécis. Les oppositions sont exprimées selon les pourcentages suivants: 42.9% pour les enseignants, 33.3% pour les commissaires, 20% pour les administrateurs, 16.7% pour les parents et 14.3% pour les groupes socio-économiques.

14. Tous les groupes sont majoritairement en accord avec cette proposition (46a). Cependant, 33.3% des commissaires et des parents, 20% des administrateurs, 14.3% des enseignants et des groupements socio-économiques sont en désaccord.

15. La majorité pour chacun des groupes est en faveur du rôle de négociateur attribué au conseil du développement scolaire par le rapport Parent (46b). Cependant, 28.6% des enseignants sont indécis sur cette question. 33.3% des commissaires et des parents, 20% des administrateurs et 14.3% des enseignants et des groupes socio-économiques sont en désaccord.

16. Les néo-canadiens (100%) les administrateurs (80%) les parents (83%) et les groupes socio-économiques (71.4%) sont en majorité en accord avec la recommandation (46c). Par contre, la majorité 66.7% des commissaires, 42.9% des enseignants, 28.6% des groupements socio-économiques, 20% des administrateurs et 16.7% des parents s'y opposent. Enfin 14.2% des enseignants sont indécis. Notons qu'il y a autant (42.9%) d'enseignants favorables à cette recommandation.

17. Tous les groupements sont en majorité d'accord avec l'article 46d du questionnaire. 40% des administrateurs s'y opposent de même que 33.3% des commissaires, 28.6% des groupements socio-économiques et 14.3% des enseignants. Sont indécis: 28.6% des enseignants et 16.7% des parents.

18. Les commissaires sont le seul groupement à s'opposer en majorité (66.7%) à la recommandation (46e). Les autres associations sont surtout d'accord: leur opposition se manifeste ainsi: administrateurs 20%, parents 16.7%, enseignants et groupes socio-économiques 14.3%. Enfin 14.3% des enseignants sont indécis.

19. Tous les groupements sauf les commissaires sont d'accord en majorité avec la recommandation 46f: enseignants 71.4% administrateurs 80.0%, parents 83.3%, néo-canadiens 100.0%,

groupements socio-économiques 85.7%. Les commissaires 66.7% sont en majorité en désaccord tandis que les enseignants (14.3%), les administrateurs (20.0%), les parents (16.7%), les groupements socio-économiques (14.3%) et les néo-canadiens (0.0%) expriment faiblement leur désaccord.

20. Sont en accord avec cette proposition (46g): les enseignants (57.1%), les administrateurs (80%), les parents (66.6%), les néo-canadiens (100%) et les groupements socio-économiques (85.7%). Les commissaires sont en majorité (66.6%) en désaccord avec cette recommandation. Les autres groupes expriment leur désaccord dans les proportions suivantes: enseignants 28.6%, administrateurs 20%, parents 16.7%, groupements socio-économiques 14.3%. Sont indécis: enseignants 14.3%, parents 16.7%.

21. Les administrateurs (60.0%), les parents (66.0%) et les groupements socio-économiques (57.1%) sont en majorité en faveur de cette recommandation (56). Les commissaires (100.0%) et les néo-canadiens (75.0%) y sont en majorité en désaccord. 42.8% des enseignants sont en accord avec cette recommandation tandis que 28.6% y sont défavorables et 28.6% indécis. Sont aussi en désaccord: 16.7% des parents et 14.3% des groupes socio-économiques.

22. Les administrateurs (100%), les parents (66.7%), les néo-canadiens (100.0% et les groupes socio-économiques (57.1%) sont en majorité en accord avec cette recommandation (57). Les commissaires (100.0%) s'y opposent tandis qu'il y a autant d'enseignants (28.6%) en accord qu'en désaccord. Les indécis se répartissent ainsi: enseignants 42.8%, parents 16.7%, groupes socio-économiques 14.3%.

Les groupes de commissaires, sont moins souvent favorables aux recommandations du rapport Parent que les autres types d'associations. Par contre les groupements néo-canadiens marquent davantage leur degré de faveur par des proportions plus fortes que les autres associations. Les groupes d'enseignants tendent à s'opposer davantage aux recommandations du rapport Parent sur le conseil de développement scolaire. Les associations de parents, d'administrateurs et les groupes socio-économiques ont des opinions qui se rapprochent de celles de l'ensemble des informateurs. Notons qu'il s'agit ici de tendances et non pas d'orientations différentielles statistiquement significatives, puisqu'aucun test statistique n'a été appliqué pour l'analyse des données.

B. Opinions des informateurs selon la langue de l'association

1. Des proportions semblables de francophones (71.4%), d'anglophones (78.6%) et de néo-canadiens (75.0%) sont en accord avec la création d'un comité scolaire par école élémentaire et secondaire, cependant le taux de désaccord est plus élevé pour les anglophones (28.6%) que pour les francophones (14.3%). (Recom. 32)

2. Le taux d'accord (57.1%) des anglais, quoique majoritaire est nettement plus faible que celui (71.4%) des associations françaises à la recommandation 33 du rapport Parent; en outre, deux fois plus d'anglophones que de francophones n'y sont pas favorables (42.9% et 21.4%)

3. Cette situation prévaut aussi pour l'article 37 du questionnaire, en effet, la majorité (57.1%) des associations anglaises ne veut pas une commission régionale unique alors que 71.4% des francophones se montrent favorables à cette recommandation. Les néo-canadiens sont également répartis dans les deux catégories d'opinion (50.0%).

4. La recommandation 38 présente une répartition des associations identique à celle notée pour l'article 32 du questionnaire.

5. Les anglophones et les francophones se comportent de la même façon quant à leur accord à la fonction pédagogique de la commission régionale (42a): en effet 78.5% de ces deux groupes se montrent favorables à la politique suggérée par le rapport Parent.

6. Cependant, la recommandation 42b acceptée par la totalité des associations néo-canadiennes et 92.9% des groupements français, ne l'est que par 64.3% des associations anglophones.

7. Des proportions semblables de groupements anglophones (78.5%) et néo-canadiens (75.0%) sont favorables à la recommandation 42c. En outre, la totalité des associations francophones se rallie dans ce sens.

8. L'engagement du personnel enseignant et non-enseignant par la commission régionale reçoit l'approbation de la totalité des associations francophones et néo-canadiennes et de 71.4% des groupements anglais. (42d)

9. Seulement 64.3% des groupes de langue anglaise sont favorables à la préparation et à la soumission des budgets par la commission régionale (42e), par contre 92.9% des associations francophones et la totalité des néo-canadiennes le sont.

10. Il semble y avoir un consensus plus faible chez les canadiens-français vis-à-vis du prélèvement des impôts fonciers par la commission régionale. En effet, 57.2% donnent leur accord, 21.4% n'y sont par favorables et 21.4% indécis. Par ailleurs au delà de 70% des anglophones ne voient pas d'objection à cette procédure. (42f)

11. Des proportions équivalentes d'associations francophones et anglophones se disent favorables (71.4%) à la recommandation 42g du rapport Parent. La totalité des groupes néo-canadiens suit cette tendance positive.

12. Une situation identique à celle notée pour la recommandation 42g prévaut pour celle-ci (42h), sauf que les proportions sont de 78.6% en faveur.

13. Des groupements de langue anglaise, 64.3% sont en accord avec la recommandation 42i et 28.6% en désaccord. Par ailleurs, 85.8% des francophones et 75.0% des néo-canadiens y sont aussi favorables.

14. La totalité des associations de langue française et néo-canadiennes accepte les fonctions assignées au conseil de développement scolaire dans l'article 46e, alors que seulement 57.2% des groupements anglophones en font autant. De ceux-ci 35.7% s'y opposent.

15. Des associations anglophones, 57.2% sont favorables à la recommandation 46b du rapport Parent et 35.7% s'y opposent. Cependant, 85.8% des associations de langue française et 100.0 des néo-canadiennes y sont favorables.

16. Plus de la majorité des groupements anglais sont en désaccord (50.0%) ou indécis (7.1%) face au rôle du conseil de développement scolaire dans l'étude des budgets des commissions régionales (46c). Le rôle présente beaucoup moins d'ambiguité pour les deux autres types d'associations, puisque 85.8% des francophones et 100.0% des néo-canadiennes y sont favorables.

17. Une situation similaire à celle de la recommandation 46b, prévaut pour l'article 46d, quoique le taux d'accord des groupes de langue française est moins fort (78.6% contre 85.8%). Chez les groupes anglophones 57.1% sont en accord, 28.6% en désaccord et 14.3% indécis.

18. Les associations françaises et néo-canadiennes sont très favorables (92.9% et 100.0%) à la supervision du conseil de développement scolaire sur l'achat des terrains (46a) par contre, les associations anglophones se montrent moins en faveur (57.2%). (35.7% sont contre l'attribution de ces fonctions au conseil).

19. Des proportions identiques et suivant les mêmes tendances que l'article 46e sont observées pour la recommandation 46f du rapport Parent.

20. Encore une fois la majorité des groupements anglophones sont en désaccord (50.0%) ou indécis (7.1%) vis-à-vis de la recommandation 46g, alors que les associations francophones et néo-canadiennes y sont nettement favorables (92.9% et 100.0% respectivement).

21. Les associations néo-canadiennes sont en majorité (75.0%) en désaccord avec la recommandation 56. Une minorité (42.9%) d'anglophones y sont favorables et 64.3% des francophones ont une opinion positive. 50.0% des groupements anglais et 21.4% des français se déclarent en désaccord avec la recommandation.

22. Les opinions à l'article 57 sont plus favorables que pour l'article précédent chez les associations francophones (71.4%) et néo-canadiennes (100.0%). Par ailleurs les opinions des groupements anglais demeurent sensiblement les mêmes, quoique moins négatives: 42.9% en accord, 35.7% en désaccord et 21.4% indécis.

Les associations de langue anglaise sont moins souvent en accord que les deux autres groupements linguistiques. Leur moindre faveur se manifeste davantage aux recommandations ayant trait au conseil de développement scolaire. Elles sont en outre moins en accord avec les articles nos: 33, 37, 42b, 42d, 42e et 421 que les associations francophones et néo-canadiennes. Ces dernières tendent à être, au contraire, plus favorables aux recommandations du rapport Parent que les deux autres groupements. Notons cependant, que pour les associations néo-canadiennes, la validité des pourcentages est assez réduite, vu leur petit nombre (4).

C- OPINIONS DES INFORMATEURS SELON LA DENOMINATION RELIGIEUSE DES ASSOCIATIONS

1. Les neutres (80%), les catholiques (78.6%) et "autres" (85.7%) sont en majorité d'accord de même que 50% des protestants, quant à la création d'un comité scolaire pour chaque école publique. L'autre moitié des protestants est en désaccord tout comme 20% des neutres et 14.3% des catholiques. 7.1% des catholiques et 14.3% des "autres" (juifs et néo-canadiens) sont indécis sur cette recommandation (32) du rapport Parent.

2. Les Protestants sont, pour cet article aussi, divisés: 50% sont d'accord tandis que les autres ne le sont pas. La majorité des catholiques (78.6) et des "autres" (85.7%) approuve la composition suggérée pour ledit comité tandis que les neutres ne l'acceptent qu'à 40%. Catholiques et "autres" sont contre à 14.3% tandis que les neutres désapprouvent à 60%. 7.1% des catholiques sont indécis.

3. La majorité des catholiques (85.8%) et des "autres" (57.1%) sont pour qu'une commission régionale unique administre tout l'enseignement d'un même territoire alors que seulement 20% des neutres et 16.7% des protestants le sont. Les protestants (83.3%) et les neutres (60%) le désapprouvent en nombre supérieur de même que 42.9% des "autres" et 7.1% des catholiques. Des neutres, 20% sont indécis ainsi que 7.1% des catholiques.

4. Les protestants sont à nouveau 50% pour et 50% contre une recommandation. Les autres groupes: neutres (80%), catholiques (78.6%) et "autres" (85.7%), sont d'accord en majorité. 14.3% des catholiques et des "autres" désapprouvent ainsi que 20% des neutres. Il y a indécision chez 7.1% des catholiques quant à cet article (38) sur l'élection des membres de la commission régionale.

5. Tous les groupes sont en majorité d'accord avec cet article (42a) décrivant la fonction administrative de la commission: les "autres" le sont à 85.7%, les neutres à 80%, les catholiques à 78.6% et les protestants à 66.6%. Le désaccord se retrouve chez 21.4% des catholiques, 20% des neutres, 16.7% des protestants et 14.3% des "autres" tandis que les indécis ne groupent que 16.7% des protestants.

6. Catholiques et "autres" sont à 100% pour cette recommandation (services médicaux, sociaux ... art. 42b) avec 60% des neutres et 50% des protestants. Les neutres sont défavorables à 40% et les protestants à 33.3%, ces derniers offrent 16.7% d'indécis.

7. La majorité des groupes approuve cet article (42c), dont les catholiques et les neutres à 100%, les "autres" à 71.4% et les protestants à 66.6%. Il n'y a désaccord que chez 16.7% des protestants mais l'indécision se retrouve chez 28.6% des "autres" et également chez 16.7% des protestants.

8. Catholiques et "autres" sont d'accord à 100%, ainsi que 80% des neutres et 50% des protestants; ceux-ci montrent 33.3% d'opposition et 16.7% d'indécision tandis que les neutres sont à 20% contre la fonction attribuée à la commission régionale dans cet article (42d).

9. Les protestants sont les seuls à offrir une minorité (33.3%) en accord avec cette proposition concernant la préparation du budget par la commission régionale (42e), alors que la totalité catholique et des "autres" sont en faveur ainsi que 60% des neutres. Ces mêmes protestants sont contre à 50% avec 40% des neutres.

10. La majorité des groupes ("autres": 85.7%, catholiques 71.5%, neutres: 60%) est favorable à cet article (42f) tandis que seulement 33.3% des protestants le sont. Ces derniers sont en désaccord pour leur plus grand nombre (50%) avec 20% des neutres, 14.3% des "autres" et 7.1% des catholiques. Les indécis sont beaucoup plus nombreux qu'à l'habitude (21.4% des catholiques 20% des neutres et 16.7% des protestants) quant à ce pouvoir de prélever l'impôt foncier et de recevoir les subventions qui seraient accordées à la commission régionale.

11. La majorité des groupes approuve cette recommandation (42g) (100% des "autres", 78.6% des catholiques et 60% des neutres) sauf les protestants qui ne groupent dans cette catégorie que 50% des leurs. L'opposition est chez les neutres à 40%, chez les protestants à 33.3% et les catholiques à 7.1%; l'indécision est de 16.7%

12. Tous les groupes sont en majorité défavorables au recensement scolaire organisé par la commission régionale: "autres" 100%, neutres: 80%, catholiques: 78.6% et protestants: 66.6%. 20% des neutres désapprouvent ainsi que 7.1% des catholiques et 16.7% des protestants. Ces derniers offrent un même pourcentage d'indécision, les catholiques 14.3%.

13. La majorité approuve encore cette proposition (421) (catholiques 85.8%, "autres": 85.7%, neutres: 60%) sauf les protestants qui ne sont en accord qu'à 50%. Le désaccord est cependant assez marqué sur ce pouvoir de nommer "l'exécutif". En effet, 40% des neutres, 33.3% des protestants, 14.3% des "autres" et 7.1% des catholiques s'y opposent.

14. A part les protestants qui désapprouvent en majorité (66.7%) cet article (46a) les autres groupes sont en faveur avec une forte majorité (100% des "autres", 92.9% des catholiques et 80% des neutres). Seulement 33.3% des protestants sont en accord, tandis que 20% des neutres sont en désaccord; 7.1% des catholiques indécis.

15. La majorité des groupes est d'accord sur le rôle négociateur que devrait jouer le Conseil entre le ministère et tout personnel de son territoire. Cependant seulement 16.7% des protestants le sont avec une majorité de 83.3% en désaccord avec cet article (46b). Les neutres sont également contre à 80% tandis que 14.3% des catholiques sont indécis.

16. Sur le rôle d'approbation des budgets des commissions scolaires que devrait jouer le Conseil, seuls les "autres" (100%) et les catholiques (85.8%) sont en majorité favorables. La majorité des protestants (83.3%) et des neutres (60%) se prononce contre cette fonction. Les catholiques se divisent en un même pourcentage (7.1%) d'indécision et de désaccord.

17. Catholiques (78.6%) et "autres" (100%) sont encore en majorité favorable au rôle à jouer par le Conseil quant à l'uniformisation du taux de l'impôt (46d). Les protestants approuvent à 50% et les neutres à 40% seulement. Ces derniers sont en majorité (60%) défavorables à cet article de même que 33.3% des protestants et 7.1% des catholiques. Les indécis groupent 16.7% des protestants et 14.3% des catholiques.

18. Ici encore la majorité est en faveur de la proposition (46a) ("autres": 100%, catholiques: 85.7%, neutres: 80%) à l'exception des protestants dont 83.3% sont en désaccord. En outre, 20% des neutres partagent cette opinion tandis que 14.3% des catholiques sont indécis.

19. Les groupes approuvent en majorité l'administration par le Conseil de services communs. (autres: 100%, catholiques: 85.8% et neutres: 80.0%) sauf le groupe protestant qui se montre défavorable à cette recommandation (83.3%).

20. Encore une fois les protestants sont en désaccord (83.3%) avec la proposition (46g) alors que 85.7% des catholiques, 100.0%

des "autres" et 60.0% des neutres acceptent cette recommandation. Cependant, notons une assez forte opposition (40%) chez les neutres.

21. Les catholiques (71.4%) sont ici les seuls à accepter cet article (56) en majorité. Seulement 42.9% des "autres", 40.0% des neutres et 16.7% des protestants sont en faveur. Par ailleurs, 83.3% des protestants et 60.0% des neutres s'opposent à la création de 7 commissions régionales sur l'Ile de Montréal.

22. Les catholiques et les "autres" (Immigrants et Juifs) sont en majorité (71.5% et 85.7%) en accord avec la recommandation (57) alors que la majorité des protestants (66.7%) et des neutres (60%) est contre. Ces derniers sont favorables à 40% et les protestants à 33.3%. L'indécision est assez importante avec 14.3% des "autres" et 21.4% des catholiques. Ceux-ci offrent également une opposition de 7.1% à cette création immédiate du conseil de développement scolaire et aux fonctions qu'on lui attribue.

Il ressort nettement de cette analyse, que les associations protestantes sont celles qui offrent le plus d'opposition aux recommandations du rapport Parent. Les associations neutres marquent aussi une certaine réticence à accepter ces recommandations.

## Partie II- ANALYSE DU CONTENU

## #32 - Comité scolaire pour chaque école élémentaire et secondaire

Trois idées globales se dégagent des 17 commentaires sur cet article du Rapport Parent.

1. Les parents devraient participer activement à l'éducation de leurs enfants en ayant un lien plus direct avec l'école (via le comité scolaire). Cependant le pouvoir de décision des parents devrait porter sur des considérations pédagogiques d'ordre général plutôt que sur des aspects techniques de la pédagogie et de l'évaluation des volumes et du matériel didactique.

2. Insistance sur la fonction protectrice des minorités et des droits religieux et linguistiques du comité scolaire.

3. Le caractère vague et imprécis des fonctions du comité scolaire telles que définies par le Rapport Parent.

1. Rôle pédagogique du Comité:

Les associations d'enseignants mentionnent davantage les dangers d'un tel comité pour l'autonomie professionnelle des maîtres et des directeurs.

> "It's (committee) opinions on modifications in the curriculum, choice of textbooks and selection of teaching material are to be strictly consultative..." (Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc).

> "In particular, we cannot accept that the parents be required to pronounce formally on the selection of teachers or on modifications of the curriculum, choice of textbooks and teaching material." (The Montreal Teachers Association)

#32 - Comité scolaire pour chaque école élémentaire et secondaire (suite)

---

"Le rôle confié au comité est sensiblement le même que celui prévu par le Rapport Parent, sauf la suppression dans les fonctions du comité de ceci: donner leur avis sur le choix des maîtres, l'adaptation des programmes et le choix des manuels et du matériel didactique." (Alliance des professeurs de Montréal).

Certaines associations de parents se rendent compte des difficultés présentées par leur rôle pédagogique tel que prévu par le Rapport Parent. Leurs attitudes s'avèrent cependant moins nettes et plus positives sur ce sujet que celles des enseignants.

"the group opposed to this recommendation based its opposition on their concern on local detrimental parent interference." (Quebec Federation of Protestant Home and School Assoc.).

"discussion with our teacher's association, PACT, has shown that it will be possible to work out a clear line of responsability of both parents and teachers on the school committee." (Federation of Catholic PTA of Quebec Inc.).

"Le conseil des professeurs de l'école et le comité consultatif de l'école devraient avoir droit de regard dans le choix du personnel de cette école, soit à l'enseignement, soit à la direction." (Conseil des assoc. parents-maîtres du diocèse de Mtl).

#32 - Comité scolaire pour chaque école élémentaire et secondaire (suite)

2. Rôle protecteur du comité

La seconde idée globale émane de groupes divers désireux de protéger les minorités.

> "A ce titre (réflection du milieu), il serait souhaitable, si dans un milieu, il y a des minoritaires, qu'ils soient représentés au comité." (Centre d'accueil St-Sauveur).

> "within the local boards it would be possible to establish the types of elementary school required, either singly or in combination, for the particular area- whether this be Roman Catholic... based on the wishes of the population concerned" (Montreal Board of Trade).

> "to make certain that pupils receive religious or moral instruction according to their parent's wishes" (Quebec Assoc. of Protestant School Administration).

3. Fonctions du comité

Deux associations différentes ont recommandé explicitement que les fonctions du comité soient déterminées avec plus de précision. Notons que les craintes exprimées vis-à-vis des droits religieux et minoritaires sont les résultats d'un certain "flou" des fonctions du comité.

> "We believe that the functions of such school Committee should be more clearly defined" (Lithuanean Community of Canada)

> "So as to avoid confusion its function and prerogatives should be spelled out more precisely" (Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc).

#32 - Comité scolaire pour chaque école élémentaire et secondaire (suite)

---

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal s'oppose nettement à ce comité.

> "Notre commission estime non seulement que les comités scolaires sont superflus mais même que leur création pourrait aboutir au mécontentement".

Le bureau estime que les associations parents-maîtres et parents-écoles actuelles sont en mesure d'attirer l'attention sur les problèmes locaux qui les concernent. En outre le comité tel que défini par le Rapport Parent pourrait être dominé par une personne agressive et ne pas représenter l'opinion de la majorité. De plus

> "La plupart des fonctions en question ne sont précisément qu'à la porté de, et ne peuvent être comprises que par, les membres de la profession

et

> les parents des enfants qui fréquentent l'école y ont un vif intérêt personnel qui ne leur permettrait pas d'agir avec toute l'objectivité voulue".

#33 - que chaque comité scolaire soit formé de cinq membres élus annuellement par les parents des élèves et par les élèves inscrits aux cours pour adultes et qu'y soit éligible, outre tout électeur, toute personne majeure résidant dans la région

---

19 associations ont commenté cet article. Les critiques se font dans le sens d'une restructuration du comité scolaire selon des critères plus ou moins différents de ceux proposés par le Rapport Parent. Les points soulevés traitent surtout du mode d'élection des membres du comité (en particulier les parents) et des caractéristiques de ces membres. On met aussi en doute le nombre de membres suggéré par le rapport, la durée de leurs termes et le rôle du représentant professoral et du directeur à l'intérieur du comité. Plusieurs suggestions ont été faites par les associations, aussi traiterons-nous chacun des points individuellement en y incluant les diverses propositions qui s'y rattachent.

1. Le mode d'élection des membres du comité

a) les représentants du corps professoral: Selon la "Federation of English Speaking Catholic Teachers of Pointe-Claire", les représentants des enseignants doivent être élus par les enseignants de l'école et non pas nommés par le principal ou les unités syndicales.

b) les représentants des parents: Essentiellement, deux thèses sont préconisées par les associations

(1) le droit de vote pour l'élection des membres devrait être limité aux parents qui ont des enfants à l'école.

> "We accept that the parent representatives be elected but feel that they should be elected by the parents only and not by the residents at large" (The Montreal Teachers Association)

#33 - que chaque comité scolaire soit formé de cinq membres élus annuellement par les parents des élèves et par les élèves inscrits au cours pour adultes et qu'y soit éligible, outre tout électeur, toute personne majeure résidant dans la région (suite)

---

"Only parents of the "day-school" student should vote for the members" (Provincial Assoc. of Catholic Principals of Quebec)

"members of the school committe representing parents should only be parents" (Federation of Catholic P.T.A. of Quebec Inc)

(2) le droit de vote pour l'élection des membres devrait être généralisé à tous les résidents du territoire scolaire ou bien de la région.

"and many felt that the whole community should elect - not just the parents at the school." (Quebec Fed. of Protestant Home & School Assoc.)

"Representatives on local boards would be elected by the qualified population within the jurisdiction of the local board, with 21 years of age or over (provided they have been in the community at least one year) being eligible to vote" (The Montreal Board of Trade)

"the adoption of this method of electing school management committees would deprive the average citizen or rate payer of his right to have a part in controlling expenditures for which they are being taxed" (Protestant School Board of Greater Montreal)

"Tant et aussi longtemps que les impôts seront prélevés par les commissions scolaires, tous les contribuables devraient être électeurs"(Chambre de commerce du Montréal).

#33 - que chaque comité scolaire soit formé de cinq membres élus annuellement par les parents des élèves et par les élèves inscrits au cours pour adultes et qu'y soit éligible, outre tout électeur, toute personne majeure résidant dans la région (suite)

---

(3) Autre thèse:

> should consist of a majority of members elected by parents and others elected by the utilicitizens at large, possibly in a ratio of 5:2 (Q.A.P.S.A.).

2. Qui doit être membre du comité?

Nous réservons pour plus tard les commentaires ayant trait au statut des représentants du corps professoral. Il ne sera question ici que des membres "non enseignants" du comité.

a) Parents d'enfants de l'école: Dans ce cas seuls les parents des enfants qui fréquentent l'école en question pourraient être membres du comité scolaire. Cette position est adoptée par les "Provincial Assoc. of Catholic Principals of Quebec", "Comité conjoint des parents de Montréal" et "Montreal Teachers Assoc.".

b) Parents et résidents: Plusieurs thèses différentes sont présentées sur ce type de comité, elles seront donc formulées sous forme de citations.

> "A proper proportion of parents and general residents should be established" (Rabbinical Council of Canada).

> "Seuls les résidents du territoire desservi par l'école devraient être éligibles (on ne fait donc pas de distinction entre parents et non-parents, les deux seraient acceptables comme membres du comité)" (Chambre de Commerce de Montréal)

#33 - que chaque comité scolaire soit formé de cinq membres élus annuellement par les parents des élèves et par les élèves inscrits aux cours pour adultes et qu'y soit éligible, outre tout électeur, toute personne majeure résidant dans la région (suite)

---

"Three of the proposed five members of the committee must be parents (of children in that school) of the same religious and linguistic character as the school" (Federation of English Speaking Catholic Teachers of Pointe-Claire).

3. Mandat des membres:

Plusieurs doutes ont été soulevés quant à la valeur de l'élection annuelle de tous les membres. Deux systèmes interdépendants dans plusieurs cas sont proposés:

a) l'extension de la durée du mandat pour tous les membres:

"The opinion expressed here would in large measure be changed to agreement if the terms of office were staggered to two, three or even 5 - year terms" (Quebec Federation of Protestant Home and School Associations).

"Each member would be elected for a term of three years, so as to facilitate continuity of representatives and interest in the administration of local boards" (The Montreal Board of Trade).

"Un tiers des membres seraient élus annuellement pour un mandat de trois ans" (Chambre de commerce de Montréal).

"A one year term is too short for a person to render valuable service. A 2 year term is more desirable" (Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc.).

#33 - que chaque comité scolaire soit formé de cinq membres élus annuellement par les parents des élèves et par les élèves inscrits aux cours pour adultes et qu'y soit éligible, outre tout électeur, toute personne majeure résidant dans la région (suite)

---

b) système de rotation des membres: Plusieurs des associations mentionnées plus haut ont aussi exprimé l'opinion qu'une extension du terme des membres devrait être accompagnée d'un système d'élection rotatif. C'est le cas des "Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc.", "Chambre de commerce de Montréal", "The Montreal Board of Trade".

> "Nous recommandons que chaque comité scolaire soit formé de 5 membres élus par rotation (pour assurer une continuité)" (Association des responsables de l'enseignement professionnel au Québec).

> "Tenure of parents as members of the school committee should be based on a rotation system" (Provincial Association of Catholic Principals of Quebec).

4. Rôle des représentants du corps professoral

Certaines des associations ont insisté davantage sur le rôle des enseignants et du directeur dans le comité scolaire. Un certain nombre d'entre elles, demandent un vote pour ces personnes, aussi ces représentants ne sont donc plus considérés comme membres consultatifs seulement du comité. Ce désir est exprimé par "The Provincial Association of Catholic Principals of Quebec", "Federation of English Speaking Catholic Teachers of Pointe-Claire" et la "Fédération des enseignants de l'Ile de Montréal (Lac St-Louis)"

#33 - que chaque comité scolaire soit formé de cinq membres élus annuellement par les parents des élèves et par les élèves inscrits aux cours pour adultes et qu'y soit éligible, outre tout électeur, toute personne majeure résidant dans la région

---

5. Nombre de membres du comité

Les associations suivantes proposent que le nombre de membres du comité scolaire soit fonction de l'envergure de l'école représentée: "Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc.", "The Montreal Teachers Association", "Comité conjoint des parents de Montréal" et la "Chambre de commerce de Montréal".

Par ailleurs, d'autres associations ont suggéré un nombre précis de membres pour le comité, le chiffre 7 revient assez fréquemment. Il est cependant difficile de savoir si ce nombre inclut les représentants de l'école ou s'il ne désigne que les parents auxquels s'ajouteraient les dits représentants. Nous optons ici pour la seconde alternative. " La Fédération des enseignants de l'Ile de Montréal (Lac St-Louis)", le "Quebec Association of Protestant School Administrators" et "La Fédération des collèges classiques" préféreraient 7 membres sur le comité alors que le "Montreal Board of Trade" en suggère six.

#37 - qu'une commission régionale unique administre tout l'enseignement, catholique, protestant et non-confessionnel, de langue française et de langue anglaise dispensé dans les limites d'un même territoire

---

19 associations ont commenté cet article. Les commentaires deviennent dans le cas présent très émotifs et tranchants, particulièrement pour les minorités catholiques et juives de langue anglaise pour qui la division selon la religion s'avère très importante. Les associations protestantes, par ailleurs, sont surtout préoccupées par la question linguistique puisque leur position majoritaire à l'intérieur du système d'éducation anglais ne pose aucun problème religieux. Les cinq associations de langue française qui ont commenté cet article ont adopté des positions divergentes sur le problème.

1. Division selon la langue: les associations suivantes se déclarent contre une commission régionale unique et désirent qu'il y ait deux commissions régionales une de langue française, l'autre de langue anglaise. On suppose ici que ces commissions n'auraient aucune dénomination religieuse particulière. Il s'agit: du "Montreal Teachers Association", du "Lakeshore Association of Protestant Teachers", du "Quebec Association of Protestant School Administrators", du "Quebec Federation of Protestant Home and School Associations" du "Lithuanian Community of Canada (Montreal)", du "Montreal Board of Trade", de la "Chambre de commerce de Montréal" et du "Protestant School Board of Greater Montreal". Une solution mitigée fondée sur la langue est proposée par la "Fédération des enseignants de l'Ile de Montréal (Alliance)".

> "Le conseil d'administration recommande de diviser l'administration scolaire sur le plan de la langue au niveau... où se pose la pédagogie."

#37 - qu'une commission régionale unique administre tout l'enseignement, catholique, protestant et non-confessionnel, de langue française et de langue anglaise dispensé dans les limites d'un même territoire

---

2. Acceptation partielle de la commission unique:

La "Fédération des collèges classiques" et la "Federation of Catholic Parents - Teachers-Associations of Quebec Inc." acceptent l'unification du système à condition que les représentants soient diversifiés selon la langue et la religion. La "Fédération des Unions de Familles Inc." adopte l'article à condition que la langue officielle soit le français. Le "Committee for Tax Supported Jewish Schools" accepte l'unification en autant que les droits religieux seront respectés. Le "Mouvement laique de langue française" se montre favorable à une commission régionale unique à condition qu'elle soit laique. Le "Rabbinical Council of Canada" accepte l'unification en autant que cette commission administre toute éducation, cependant s'il y a division des commissions régionales, le conseil s'oppose formellement à toute division fondée sur la langue seulement.

La "Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc." et le "Centre d'accueil St-Sauveur" se déclarent en faveur d'une commission régionale unique mais n'admettent pas que ce principe soit valable pour la restructuration scolaire de l'île de Montréal.

Le "Protestant School Board of Hudson" s'est montré nettement opposé au principe d'unification sans toutefois suggérer aucune solution alternative.

#38 - que les commissaires de la commission régionale soient élus par un collège électoral composé de délégués de tous les comités scolaires du territoire sous la juridiction de la commission régionale, le nombre de délégués par chaque comité scolaire pour siéger au collège électoral variant selon les effectifs de l'école

---

13 associations ont fait des commentaires sur cet article. De ces associations, cinq s'opposent nettement au collège électoral: la totalité de celles-ci sont de langue anglaise et protestantes. Il s'agit du "Lakeshore Association of Protestant Teachers", "Montreal Teachers Association", "Quebec Association of Protestant School Administrators", "Quebec Federation of Protestant Home and School Associations" et le "Protestant School Board of Greater Montreal". Toutes ces associations favorisent le système d'élection des commissaires qui prévaut actuellement. Le "Protestant School Board" considère en outre que la tâche est irréalisable pour l'Ile de Montréal. The "Montreal Teachers Association" demande que les commissaires (tels qu'ils existent actuellement) soient élus en même temps que les conseillers municipaux.

Deux associations se montrent d'accord avec le principe du collège électoral, cependant, elles croient que cet organisme devrait être suppléé par des élections tenues auprès de la communauté desservie par la commission régionale.

> "The electoral college drawn from the school committee members should elect only 2/3 of the school commissionners. The remaining 1/3 of the school commissionners should be elected by universal suffrage of all adults whose place of residence lies within the territory covered by that school commission" (Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc.)

#38 - que les commissaires de la commission régionale soient élus par un collège électoral composé de délégués de tous les comités scolaires du territoire sous la juridiction de la commission régionale, le nombre de délégués par chaque comité scolaire pour siéger au collège électoral variant selon les effectifs de l'école. (suite)

---

"Collège électoral: neutre - bilingue (option). Elit les 4 parents/commissaires de la régionale dont 2 représentants des écoles élémentaires et 2 représentants des écoles secondaires. Les 3 représentants de la régionale sont élus par les contribuables du territoire" (Fédération des enseignants de l'île de Montréal (Lac St-Louis). Ces derniers suggèrent aussi que le collège électoral joue un rôle consultatif auprès de la commission régionale.

Les associations néo-canadiennes sont naturellement préoccupées par la représentation des minorités au sein du collège électoral. En principe elles acceptent l'idée du collège à condition qu'il y existe une garantie que les minorités seront respectées.

"We believe that some provision should be made for minority ethnical groups within the District" (Lithuanian Community of Canada).

"Dans les régions où il y aurait plusieurs groupes minoritaires, qu'il leur soit réservé le droit de choisir un ou plusieurs délégués pour les représenter au collège électoral" (Centre d'accueil St-Sauveur).

"Provision for appointments to be made to insure minority representation, when minority is 10% or better" (Quebec Federation of Protestant Home and School Associations).

#38 - que les commissaires de la commission régionale soient élus par un collège électoral composé de délégués de tous les comités scolaires du territoire sous la juridiction de la commission régionale, le nombre de délégués par chaque comité scolaire pour siéger au collège électoral variant selon les effectifs de l'école (suite)

---

Certaines associations telles que le: "Provincial Association of Catholic Principals of Quebec", "Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc." et "Federation of English Speaking Catholic Teachers of Pte-Claire" favorisent l'existence d'un collège électoral, cependant elles suggèrent que les commissaires soient élus par rotation de façon à assurer un minimum de continuité à la commission régionale.

Le "Lakeshore Association of Protestant Teachers" recommande que les commissions régionales soient composées uniquement des représentants des résidents de langue anglaise du district. Il n'est cependant pas clair s'il s'agit ici des commissions régionales de cette partie de l'île ou des commissions régionales où les résidents de langue anglaise sont nettement majoritaires.

#42a - La Commission régionale doit:

organiser et administrer les classes maternelles, l'enseignement élémentaire, l'enseignement secondaire polyvalent, c.a.d. général et technique, et les classes spéciales pour enfants exceptionnels, à l'intention de tous les enfants de son territoire et des adultes qui requièrent un enseignement

---

10 associations ont fait des commentaires à ce sujet. Plusieurs groupements se disent en accord avec cette fonction de la commission scolaire régionale en autant que l'on reconnaisse au moins deux commissions scolaires régionales fondées sur le principe linguistique. C'est le cas pour "La Chambre de commerce de Montréal", "The Quebec Association of Protestant School Administrators", "The Montreal Teachers Association", "The Quebec Federation of Protestant Home & School Associations", et la "Fédération des enseignants de l'île de Montréal". Malgré la préconisation de deux commissions scolaires régionales, certaines de ces associations suggèrent la fusion de certains services.

> "Nous pensons cependant que plusieurs pourraient regrouper certains services selon des critères d'efficacité et d'économie (Services aux enfants exceptionnels etc.)" (Chambre de commerce de Montréal)

> "Boards make joints arrangements for the provision of special classes." (Montreal Teachers Association)

Le "Ukrainian Community of Canada" et le "Lithuanian Community of Canada" désireraient voir s'ajouter à ces fonctions pédagogiques, des mandats légaux garantissant la représentation des minorités, en particulier des classes de langues des groupes ethniques considérés. Le "Quebec Federation of Protestant Home and School Associations" demande aussi le respect des quotas scolaires des minorités.

§ 42a. - La Commission régionale doit

> organiser et administrer les classes maternelles, l'enseignement élémentaire, l'enseignement secondaire polyvalent, c.n.d. général et technique, et les classes spéciales pour enfants exceptionnels, à l'intention de tous les enfants de son territoire à des adultes qui requièrent un enseignement. (suite)

---

Le Lakeshore Assoc. of Protestant Teachers, accepterait ces fonctions si la commission scolaire régionale était composée de représentants anglophones seulement.

L'Association des responsables de l'enseignement professionnel au Québec et le Montreal Teachers' Assoc. considèrent que certains services devraient relever du Conseil de développement scolaire.

> " boards make joint arrangements or delegate their responsibility to the Council of School Development for the provision of certain classes"
>
> " l'organisation et l'administration de l'enfance exceptionnelle et de la formation professionnelle relèvent du comité de développement scolaire."

Le Montreal Board of trade s'oppose à ce que ces fonctions relèvent de la Commission régionale. Le rôle pédagogique reviendrait, selon l'association, aux commissions locales. (Celles-ci comprennent à la fois des écoles élémentaires et secondaires.)

# b2b. - Assurer les services médicaux, sociaux, psychologiques, les services d'orientation scolaire et professionnelle, les services de pastorale requis dans toutes les écoles sous sa juridiction.

---

La majorité des associations ayant commenté cet aspect des fonctions de la commission scolaire régionale est en accord avec le principe. Cependant, 2 groupements de langue française marquent une certaine réserve quant à la responsabilité pastorale assignée à la commission scolaire régionale.

> " Sous réserve que les services de la pastorale ne soient pas imposés, d'aucune façon, au comité scolaire de l'école "
> Fréd. des Jeunes, de parents d'élèves protestants de langue française."

> " Il n'appartient pas à cette commission de dispenser les services de pastorale requis dans toutes les écoles sous sa juridiction. En effet, cette fonction appartient aux églises et l'état ne devrait pas y intervenir."
>
> Mouvement laïque de langue française

Les autres commentaires sont très favorables à ces fonctions de la commission régionale: on y accentue surtout l'importance et la nécessité d'une coordination efficace entre les divers services tant au niveau régional qu'au niveau des agences privées et gouvernementales.

> " We recommend that the Boards collaborate with local government bodies and agencies of social welfare in the creation of acutely-needed comprehensive psychomedical services "
> The Montreal Teachers Assoc.

# 42b.- Assurer les services médicaux, sociaux, psychologiques, les services d'orientation scolaire et professionnelle, les services de pastorale requis dans toutes les écoles sous sa juridiction. (suite)

" La commission scolaire devra travailler en collaboration avec les services médicaux et sociaux des municipalités ou du gouvernement. " Comité conjoint des parents de Montréal

" Dans l'établissement progressif de ces services, on devra d'abord favoriser les secteurs défavorisés de la population. " Comité conjoint des parents de Montréal

" Il est important de pourvoir à l'organisation de ces services très minutieusement de façon à assurer leur fonctionnement efficace et systématique. " Centre d'Accueil St-Sauveur

" A notre avis ces services revêtent une telle importance qu'il faudrait dire: assurer dans chaque école les services médicaux....." La Chambre de Commerce de Montréal

§ 42e. - Choisir et engager le personnel enseignant et le personnel de direction des écoles sous sa juridiction, leur assigner leur poste, surveiller l'inspection des écoles

---

Les cinq associations qui ont commenté cet article du rapport Parent, ont certaines réserves au niveau de l'engagement du personnel enseignant. La plupart sont d'accord pour que le choix du personnel de direction soit de juridiction régionale. A cet effet, la Chambre de Commerce de Montréal suggère que le choix du directeur des écoles locales se fasse en collaboration avec la société scolaire.

1. Rôle du Conseil de développement scolaire

The Montreal Teachers Assoc. croit que les décisions concernant l'engagement du personnel éducatif devrait se faire en collaboration avec le Conseil de développement scolaire.

L'Assoc. des responsables de l'enseignement professionnel au Québec, considère que l'administration (incluant le choix et l'engagement du personnel enseignant et le personnel de direction) relève du Conseil de développement scolaire.

2. Rôle de la direction locale

La Fédération des collèges classiques se montre en accord avec le rapport Parent quant au choix du personnel de direction. En principe, il faudrait laisser à la direction de l'école la responsabilité de choisir et engager le personnel enseignant. Cependant un système mitigé serait acceptable au niveau de la régionale; responsabilité de planifier les effectations du personnel; au niveau des directeurs d'école; indiquer leurs préférences et participer à la répartition des effectifs.

The Provincial Assoc. of Catholic Principals of Quebec se déclare en faveur du rôle de cette commission régionale à condition que le " principal " d'école ait son mot important dans l'engagement et la répartition du personnel enseignant.

#42d. - Présenter au ministère de l'éducation, par l'intermédiaire, le cas échéant, du conseil de développement scolaire et en collaboration avec les autres commissions régionales qui lui sont rattachées, des recommandations pour l'établissement ou la modification des normes des services et des dépenses à appliquer dans les écoles.

---

4 associations ont répondu par des commentaires à cet article.

opposition à l'article

Le bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal est nettement opposé à la formation d'un conseil de développement scolaire, et par conséquent n'a aucun rôle à jouer auprès des commissions régionales.

" La responsabilité d'établir des normes pour les services et les dépenses à appliquer dans les écoles devrait appartenir aux commissions régionales sous la direction expresse du ministère."

Le Montreal Board of Trade partage cette opinion:

" Each Regional Board would have direct access to the Provincial Department of Education, and each Regional Board would retain control of finances. "

opposition mitigée à l'article

Protestant School Comission of Hudson, est en accord avec ces fonctions en autant qu'il existe des canaux directs de communication avec le ministère de l'éducation en cas de désaccord entre les commissions et le conseil de développement scolaire.

Assoc. des responsables de l'enseignement professionnel au Québec; cette association adopte une position contraire à celles mentionnées plus haut, puisqu'elle désire que le réseau normal de communication passe nécessairement par le Conseil de développement scolaire. Ainsi, elle demande que le terme " cas échéant" soit retranché du texte.

§ 42e. - Préparer et soumettre au ministère de l'Éducation, par les soins le cas échéant, du conseil de développement scolaire, le budget nécessaire à la bonne marche et au progrès de ces écoles.

désaccord

Les deux associations nettement opposées à l'existence du conseil de développement scolaire à l'article précédent prennent ici les mêmes positions et considèrent que les budgets sont une responsabilité régionale et doivent être négociés directement avec le ministère de l'Éducation. ( le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de l'île de Montréal et The Montreal Board of Trade ).

Le Protestant School Commission of Hudson est en désaccord avec ce procédé budgétaire et suggère que la communication soit directe entre les commissions régionales et le ministère de l'Éducation.

accord

L'association des responsables de l'enseignement professionnel au Québec adopte aussi une attitude identique à celle de l'article précédent, c'est-à-dire que les commissions régionales doivent soumettre leurs budgets au Conseil de développement scolaire.

3. accord mitigé

La Chambre de commerce de Montréal, accepte que seules les dépenses de construction ou d'amélioration de nature capitale soient soumises au Conseil de Développement scolaire. Les budgets réguliers des commissions régionales doivent au contraire être approuvés directement par le ministère de l'Éducation.

La Quebec Fed. of Protestant Home & School Assoc. la " Montreal Teachers Assoc., sont d'accord avec cette procédure en autant que le Conseil de développement scolaire soit une extension du ministère de l'Éducation. Si au contraire, le Conseil constitue seulement une étape supplémentaire à la négociation des budgets, ces associations se déclarent opposées à l'article.

## #42f.- Prélever l'impôt foncier de son territoire et recevoir des subventions du ministère de l'Éducation

A. Prélèvement par le conseil de développement scolaire.

Plusieurs associations (surtout de parents) assignent au Conseil le prélèvement de l'impôt foncier. Ces impôts seront ensuite redivisés entre les commissions scolaires régionales. Les associations suivantes appuient cette proposition: "Fédération des Assoc. de parents d'élèves protestantes de langue française"; "Quebec Federation of Protestant Home & School Assoc."; "Comité conjoint des parents de Montréal"; "Mouvement laïque de langue française".

B. Action conjointe des commissions régionales et du Conseil

"The Montreal Teachers Assoc." veut que l'évaluation de l'impôt à prélever soit effectuée par le conseil de développement scolaire, mais que cet impôt foncier soit prélevé par les commissions scolaire régionales.

La "Chambre de commerce de Montréal" adopte une position contraire. En effet, elle désire que la perception des impôts se fasse par le Conseil de développement scolaire et que les commissions régionales fixent le taux d'imposition pour les propriétés de son territoire. Le Conseil devra aussi fixer un taux pour les neutres. Notons que cette association voudrait idéalement qu'il y ait remise en exclusivité de l'impôt foncier aux municipalités sous certaines conditions déjà recommandées à la Commission Tremblay et à la Commission Bélanger.

"L'Alliance des professeurs de Montréal" considère qu'une partie de l'impôt foncier doit demeurer à la régionale, cependant elle ne mentionne pas si c'est le conseil ou le ministère de l'Éducation qui reçoit la balance. Cependant, le conseil doit déterminer un taux uniforme de l'impôt foncier à être prélevé sur le territoire.

# 42¢.- Prélever l'impôt foncier de son territoire et recevoir des subventions du Ministère de l'éducation.

---

C. Le Ministère de l'Education

Le Centre d'accueil de St-Sauveur, croit souhaitable que le ministère de l'éducation fasse le prélèvement de cet impôt et le remette avec les subventions d'une manière uniforme.

#42g. - faire les constructions scolaires requises, après approbation du ministère, ou, le cas échéant, du conseil de développement scolaire, assurer l'entretien des édifices, acheter tout le matériel requis, organiser le transport des élèves.

---

1. Division des fonctions entre le Conseil et les Commissions

La plupart des 9 associations qui ont commenté cet article du rapport Parent, assignent certaines fonctions au conseil de développement scolaire et d'autres aux commissions régionales. Les suggestions étant assez variées, nous les présenterons sous forme de citations.

"Faire fonctionner, au bénéfice des commissions scolaires certains services, tels construction et projets scolaires, service de transport (conseil) .... les deux commissions régionales doivent voir à l'entretien général des écoles " Fédération des enseignants de l'Île de Montréal (Alliance) .

"Some of the functions here attributed may best be carried out at the Commission level (eg. transportation) but it is evident that it is the overall metropolitan planning authority which can best decide where schools should be built and it is likely that bulk-buying of school supplies could result in economies if made by the Council of school development rather than the individual commission .... but for efficiency, a modern system of expense-control accounting (with revolving accounts) should replace the traditional cash control accounting" The Montreal Teachers Association .

"en ce qui a trait aux constructions, les membres estiment qu'il faudrait consulter des experts e.g. selon le rapport de la Commission hôtelière .... les membres sont en accord avec la déclaration de l'Association des Responsables de l'Urbain, parue au Québec .

#42 e. - faire les constructions scolaires requises, après approbation du ministère, ou, le cas échéant, du conseil de développement scolaire, assurer l'entretien des édifices, acheter tout le matériel requis, organiser le transport des élèves. (suite)

---

"L'école devrait disposer tout de même d'un budget minimum pour les achats d'utilité courante .... autrement l'achat de matériel urgent est paralysé par une administration trop lourde" Féd. des collèges classiques .

"La commission scolaire régionale fait étude de ses besoins .... la réalisation de la construction sera la responsabilité du conseil de développement scolaire" Comité conjoint des parents de Montréal .

"Les commissions régionales soumettent au conseil de développement scolaire leurs besoins en ce qui concerne les constructions d'écoles" Féd. des Unions de Familles Inc. .

"Nous pensons que les constructions doivent relever du conseil de développement scolaire .... quant aux autres fonctions mentionnées dans l'article elles doivent relever des commissions scolaires régionales" Chambre de Commerce de Montréal .

2. Autres organismes

Le Montreal Board of Trade préconise un partage des fonctions mentionnées dans cet article entre les commissions scolaires régionales et locales. Ces dernières sont responsables de l'évaluation et des recommandations concernant la construction et la localisation des écoles dans son territoire. Par ailleurs, la commission régionale aurait la responsabilité de l'entretien des édifices et des facilités.

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, nie le rôle du conseil de développement scolaire dans ces fonctions et n'accepte qu'une approbation venant du ministère. Il demande donc d'éliminer de l'article la phrase suivante: le cas échéant, du conseil de développement scolaire.

#42 g. - faire les constructions scolaires requises, après approbation du ministère, ou, le cas échéant, du conseil de développement scolaire, assurer l'entretien des édifices, acheter tout le matériel requis, organiser le transport des élèves. (suite)

---

"La Féd. des Assoc. de parents d'élèves protestants de langue française donne au conseil de développement scolaire toutes les fonctions mentionnées dans l'article 42g.

#42h - faire chaque année un recensement scolaire de tous les enfants et adolescents jusqu'à 18 ans inclusivement et affecter les écoles ou les classes voulues aux enseignements organisés pour répondre aux désirs des parents, exprimés à cette occasion.

---

autres organismes.

8 associations ont fait des commentaires sur l'article 42h. Leurs positions sont divergentes et touchent plusieurs aspects du problème. Le comité conjoint des parents de Montréal et la Chambre de commerce de Montréal recommandent que le recensement soit effectué par le Conseil de développement scolaire.

Le Montreal Board of Trade, assigne cette fonction aux commissions scolaires locales, alors que le "Provincial Assoc. of Catholic Principals of Quebec suggère que le recensement se fasse à tous les 2 ans et ce pour les enfants de 1 à 5 ans seulement, puisque les autres enfants sont déjà à l'école et qu'il est possible de développer des statistiques à partir des chiffres déjà existants, ce travail relèverait donc du comité scolaire.

acceptation conditionnelle.

L'Association des responsables de l'enseignement professionnel au Québec, exprime son accord avec cet article à condition que le recensement s'effectue par les voix normales et non pas par un comité spécial. Elle demande en outre que le terme "parents" soit changer pour celui de "comité scolaire"

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, se montre d'accord à condition de faire des études sérieuses, au préalable, sur:

a) les fonctions et les dépenses qu'implique un recensement scolaire annuel

b) le degré de validité qui pourrait être accordé aux statistiques recueillies, dans une région métropolitaine où le déplacement de la population peut être régi par des éléments qui ne peuvent pas être prédits.

#42h - faire chaque année un recensement scolaire de tous les enfants et adolescents jusqu'à 18 ans inclusivement et affecter les écoles ou les classes voulues aux enseignements organisés pour répondre aux désirs des parents, exprimés à cette occasion.

---

Le Centre d'accueil St-Sauveur, recommande que le recensement se fasse tôt dans l'année (janv.-fév.) et qu'un test d'Q.I. soit administré aux enfants de façon à déterminer les besoins et les capacités de l'élève plutôt que de répondre aux désirs des parents.

Afin de pouvoir répondre aux désirs des parents, la "Fed. of English Speaking Catholic Teachers Inc" demande que des mesures soient prises pour assurer une plus grande mobilité aux étudiants entre les écoles de différentes dénominations linguistiques et confessionnelles.

#421 - Nommer, pour assurer l'administration, un directeur général et un directeur pour chacun des enseignements à organiser selon la diversité culturelle et religieuse de la collectivité

---

1. Deux directeurs généraux.

Certains groupements qui n'acceptent pas au départ l'existence d'une commission scolaire régionale unique, se déclarent en faveur du principe du directeur général mais suggèrent qu'il y en ait deux pour représenter chacune des entités linguistiques du Québec, les francophones et les anglophones. Cette position est partagée par: le Comité conjoint des parents de Montréal, Quebec Fed. of Protestant Home & School Assoc. et la Fed. of Catholic P.T.A. of Quebec Inc.

2. Opposition aux directeurs

The Montreal Teachers Assoc., favorable à l'existence d'un directeur général, marque cependant son désaccord avec l'existence de directeurs pour les confessionnalités puisque les commissions régionales sont divisées selon la langue. En outre, le curriculum serait identique en ce qui concerne les commissions anglophones. On admettrait des coordinateurs de matières, de types d'éducation, mais pas de directeur ayant une autorité hiérarchique.

Le Mouvement laïque de langue française, accepte l'article sauf la diversité religieuse qui ne devrait pas être un facteur dans l'établissement des enseignements.

La Chambre de commerce de Montréal, acceptant au départ deux commissions scolaires régionales fondées sur la langue, considère que les mots " diversité culturelle " n'ont pas leur raison d'être. Le Centre d'accueil St-Sauveur quoique favorable à l'idée de la diversité religieuse et confessionnelle met en doute l'efficacité de nommer des directeurs lorsque la diversité est très grande.

#421. - Nommer pour assurer l'administration, un directeur général et un directeur pour chacun des enseignants à organiser selon la diversité culturelle et religieuse de la collectivité. (suite)

---

3. Acceptation mitigée

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, sans s'opposer à l'article 421, suggère que la nomination des directeurs relève de la situation locale et en conséquence devrait être laissée à la discretion de la commission régionale. La Fed. des enseignants de l'Ile de Montréal (Alliance) partage cette opinion sauf qu'elle y ajoute la nomination d'un directeur de zone, choisi après consultation auprès des conseils de zones administratives.

//46a - que la loi attribue au conseil de développement scolaire les fonctions suivantes:

- définir, en collaboration avec les commissions scolaires régionales, les normes fondamentales des services et des dépenses pour le territoire et les faire accepter par le ministère de l'Education, établissant ainsi le plan de développement du système scolaire du territoire.

---

Les 7 associations qui ont fourni des commentaires à cet article sont anglophones. Il est surprenant qu'aucun groupement de langue française ne s'oppose à la formation du conseil de développement scolaire.

1. Accord mitigé

Certaines associations se montrent d'accord avec le principe du conseil, cependant elles expriment certaines craintes quant à l'efficacité de celui-ci:

> "This federation fears the creation of such a council which would have wide fiscal powers, thus frustrating the initiative of regional school commissions within its territory" (Federation of English Speaking Catholic Teachers of Pte-Claire).

> "Our acceptance of this overall planning authority is subject to the safeguards against bureaucratization and topheaviness" (The Montreal Teachers Association).

> "It is felt the Council of School Development should be an arm of the Department of Education, not a separate entity which would duplicate, to a large extent, the work of the Department of Education" (Quebec Federation of Protestant Home and School Associations).

#46a - que la loi attribue au conseil de développement scolaire les fonctions suivantes:

- définir, en collaboration avec les commissions scolaires régionales, les normes fondamentales des services et des dépenses pour le territoire et les faire accepter par le ministère de l'Education, établissant ainsi le plan de développement du système scolaire du territoire. (suite)

---

2. Rejet du Conseil de développement scolaire

The Montreal Board of Trade, s'oppose nettement à l'existence du Conseil et attribue les fonctions assignées à ce dernier aux commissions scolaires régionales ou locales.

Cette opinion est partagée par le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal:

> "Un tel organisme aboutirait vraisemblablement à une uniformité qui pourrait exercer une influence retardative. Les commissions régionales devraient être en mesure de développer des programmes éducatifs divers qui conviennent le mieux aux besoins de leur propre localité."

> Le "Lakeshore Association of Protestant Teachers", suggère, au lieu du Conseil, une organisation unifiante, composée de membres nommés, un pour chaque commission régionale (anglais et français) de la région. Les fonctions de cette organisation seraient les mêmes que celles définies dans les articles 46(a) à (f).

> "Le Quebec Association of Protestant School Administrators", ce groupement accepte le terme "Conseil de développement scolaire", mais ne lui assigne aucune des fonctions mentionnées plus haut. En effet, ce conseil pourrait servir à la coordination de grandes régions sur une base volontaire. Il doit servir de médium au niveau de l'échange des idées entre les commissions régionales et entre les deux cultures. Si le conseil occupe une position de semi-autorité entre les commissions régionales et le ministère de l'Education, il ne servira qu'à retarder les décisions.

#46b - négocier, après consultation des commissions régionales l'échelle des traitements et de salaires et les conditions de travail pour tout le personnel enseignant et non enseignant de son territoire ou participer aux négociations provinciales, le cas échéant, avec le ministère de l'Education

---

9 associations ont formulé des opinions sur cet article. Certaines d'entre elles désireraient que les négociations s'effectuent entre le Conseil de développement scolaire seulement et les diverses unités syndicales. Elles refusent donc le droit de négocier au ministère de l'Education. D'autres groupements demandent que les commissions régionales soient les unités de négociation plutôt que le conseil. Encore d'autres ne reconnaissent que le ministère de l'Education comme négociateur de salaires et de conditions de travail.

1. Le conseil de développement scolaire

Les associations suivantes n'admettent que le conseil de développement scolaire comme négociateur: Federation of English Speaking Catholic Teachers of Pte-Claire, Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc., Quebec Federation of Protestant Home and School Association, Federation of Catholic P.T.A. of Quebec Inc.

2. Les commissions régionales

The Montreal Board of Trade et la Fédération des enseignants de l'Ile de Montréal (Lac St-Louis) considère les commissions régionales comme les seules autorités de négociation des traitements et des salaires; le conseil de développement scolaire n'a donc aucun rôle à jouer, pas plus que le ministère l'Education.

Par ailleurs, The Montreal Teachers Association, est d'accord avec l'article en autant que le conseil dans sa négociation avec les enseignants, ne constitue qu'un comité conjoint des diverses commissions qui demeurent les employeur légaux. En d'autres termes, le conseil agit comme comité "inter-provincial" plutôt que comme comité "fédéral".

#46b - négocier, après consultation des commissions régionales l'échelle des traitements et de salaires et les conditions de travail pour tout le personnel enseignant et non enseignant de son territoire ou participer aux négociations provinciale, le cas échéant, avec le ministère de l'Education (suite)

---

3. Le ministère de l'Education

Le Centre d'accueil St-Sauveur et la Fédération de parents d'élèves protestants de langue française demandent que seul le ministère de l'Education négocie avec les enseignants et les non-enseignants.

#46c - étudier les budgets que les commissions scolaires régionales doivent lui soumettre pour approbation et présenter l'ensemble de ces budgets ainsi que son propre budget au ministère de l'Education

---

Les 6 associations qui ont commenté cet article s'entendent toutes pour que l'approbation du budget et la présentation du budget ne soit pas une fonction du conseil de développement scolaire. La raison la plus invoquée est que cette approbation ne constitue en principe qu'une étape supplémentaire qui nuirait au traitement rapide des budgets. Ces groupements sont:

a) Protestant School Commission of Hudson.

b) Protestant School Board of Greater Montreal.

c) Montreal Teachers Association.

d) Quebec Federation of Protestant Home and School Associations.

e) Chambre de commerce de Montréal.

La Federation of English Speaking Catholic Teachers, demande que le contrôle du conseil sur les budgets soit limité.

#46d - participer à la détermination du taux uniforme de l'impôt à être prélevé par toutes les commissions régionales du territoire; en attendant l'uniformisation de l'évaluation foncière par l'autorité centrale, procéder sur son territoire à l'uniformisation de l'évaluation; autoriser, au besoin, le prélèvement d'un impôt supplémentaire par l'une ou l'autre des commissions régionales

---

Plusieurs associations attribuent au conseil de développement scolaire le rôle de percepteur d'impôt supplémentaire. C'est le cas pour: The Montreal Teachers Association, la Fédération des unions de familles Inc., la Fédération des Associations de parents d'élèves protestants de langue française, le Mouvement laïque de langue française et le Comité conjoint de parents de Montréal. Ces groupements justifient souvent leur position en invoquant le principe de justice et d'équilibre entre les régionales. C'est-à-dire que l'on trouve injuste que les commissions régionales à populations plus riches bénéficient de facilités pédagogiques et matérielles plus grandes que les autres.

Par ailleurs, la Fédération des unions de familles Inc., le Comité conjoint des parents de Montréal et le Montreal Teachers Association sont en accord pour que les commissions régionales fassent le prélèvement général des impôts. Les autres associations mentionnées plus haut accordent ce rôle au Conseil de développement scolaire.

The Montreal Board of Trade assigne aux commissions régionales le contrôle des finances. Le comité de liaison n'aurait qu'une fonction consultative et servirait de ligne de communication entre les commissions régionales quant aux taux d'impôt à prélever.

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal considère que la délégation du contrôle financier à un organisme intermédiaire affaiblirait l'efficacité et les pouvoirs des commissions régionales. Des évaluations adéquates et communes à travers l'île répondraient mieux aux besoins.

//46s - coordonner le développement scolaire du territoire en exerçant tous les contrôles nécessaires sur les achats de terrains et les constructions à effectuer par les commissaires régionales.

---

Seulement trois associations ont commenté cet article. Aucune d'entre elles n'adopte des solutions identiques. Leurs points de vue seront donc exposés individuellement.

Le Protestant School Commission of Hudson, désire que le conseil de développement scolaire coordonne le développement scolaire de la région, mais refuse la supervision du conseil en ce qui concerne l'achat des terrains et les projets de construction des commissions régionales.

Le Montreal Board of Trade, ne reconnaissant pas le conseil de développement scolaire, assigne aux commissions locales la responsabilité d'évaluer et de recommander la construction des écoles. Les commissions régionales, d'autre part, doivent voir à l'entretien des édifices et des facilités scolaires.

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, ne voit pas l'utilité d'interposer un autre organisme entre la commission régionale et le ministère puisque tous les projets de construction sont assujettis à l'approbation du ministère.

#46f - faire fonctionner au bénéfice des commissions scolaires du territoire les services qui peuvent être organisés à meilleur compte ou plus efficacement sur une base commune: par exemple, du service juridique, un bureau d'architectes et d'ingénieurs, un service de statistiques et de prévisions, un service de transport, et veiller à l'organisation de certains services communs d'enseignement pour quelques catégories d'enfants exceptionnels.

---

5 représentations ont commenté cet article. De celles-ci, deux acceptent partiellement cette recommandation du rapport Parent.

> "Agreement with the organization of legal, statistical and forecasting services at the Council of School Development level. Disagreement as to the architectural and engineering bureau and transportation service being at that level. May be detrimental to the quality of services"
> Protestant Central Commission of Quebec

> "Agree not to the first part of the recommendation, except for the organization of certain joint educational services for some categories of exceptional children"
> Croatian Peasant Soc.

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, maintient toujours sa position négative face au Conseil de développement scolaire. Les fonctions attribuées au Conseil, reviendrait selon le bureau, aux commissions régionales. Les services légaux et architecturaux ainsi que les bureaux d'ingénieurs doivent demeurer sur une base individuelle puisque c'est la meilleure source de services du point de vue de la compétence et du coût.

#46f - faire fonctionner au bénéfice des commissions scolaires du territoire les services qui peuvent être organisés à meilleur compte ou plus efficacement sur une base commune: par exemple, un service juridique, un bureau d'architectes et d'ingénieurs, un service de statistiques et de prévisions, un service de transport, et veiller à l'organisation de certains services communs d'enseignement pour quelques catégories d'enfants exceptionnels.

---

Le Montreal Board of Trade, considère le rôle du comité de liaison comme consultatif et non exécutif. Les recommandations du rapport Parent mentionnées à l'article 46f) ne peuvent donc pas être acceptées par cette association.

Le Quebec Federation of Protestant Home and School Assoc., désirerait une délémitation précise des fonctions donnant au Conseil de développement scolaire que des pouvoirs administratifs.

#166 - nommer, à ces fins, un directeur général et autant de directeurs généraux adjoints qu'il sera nécessaire pour coordonner le développement de chacun des différents enseignements qui existeront dans les commissions régionales, et pour assurer la direction des services du financement et de l'équipement scolaire.

---

9 associations ont consenté cette recommandation. Trois thèses principales sont présentées.

1. Les fonctions sont du niveau des commissions régionales

Telle est l'opinion des associations suivantes:
Protestant School Comission of Hudson
The Montreal Teachers Assoc.
Lakeshore Assoc. of Protestant Teachers

2. Accord avec les fonctions, cependant deux directeurs généraux

Les associations suivantes désirent qu'il y ait deux directeurs généraux au comité de développement scolaire: un francophone et un anglophone.

Quebec Fed. of Protestant Home and School Assoc.
Comité conjoint des parents de Montréal
Fed. of Catholic P.T.A. of Quebec Inc.

3. Opposition radicale

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, s'opposant à la création des conseils de développement scolaire, est d'avis qu'un personnel administratif tel que décrit dans cette recommandation est peu nécessaire.

The Montreal Board of Trade favorise en principe la délégation de ces fonctions aux commissions régionales. Cependant le comité de liaison, tel que défini par cette association aurait une fonction de coordination; le rôle de ce comité serait consultatif et non exécutif. Ainsi cet organisme socio-économique ne voit aucune utilité immédiate au conseil de développement scolaire.

#56 - Nous recommandons que toutes les commissions scolaires existantes dans l'Île de Montréal soient remplacées par sept commissions régionales, chacune ayant juridiction sur tout l'enseignement pré-scolaire, élémentaire et secondaire dispensé dans son territoire, qu'il soit confessionnel ou non-confessionnel, et de langue française ou de langue anglaise.

---

1. Rigidité du nombre de commissions régionales

L'opposition majeure des 15 associations qui ont commenté cette recommandation, provient de la rigidité du nombre de commissions régionales fixé par le rapport Parent. En effet, plusieurs groupements demandent plus de souplesse numérique vu les modifications ethniques, géographiques, sociologiques et démographiques subies par la population de l'Île de Montréal depuis la publication du rapport Parent. La plupart des groupements ne suggèrent pas de nombre précis de commissions régionales. Cependant, la Fed. of English Speaking Catholic Teachers en mentionne 12 ou 13.

> "6 French Catholic regional School Commissions of approx. 40,000 pupils each.
> 2 French Non-Catholic regional Commissions of approx. 40,000 pupils each.
> 2 English Catholic regional School Commissions of approx. 30,000 pupils each.
> 2 or 3 English Non-Catholic regional School Commissions of approx. 30,000 pupils each"

Le Mouvement laïque de langue française en suggère 11, plutôt que 7, et le Conseil des Assoc. parents-maîtres du diocèse de Montréal en désire 5 seulement. Le Montreal Board of Trade demande qu'il y ait 4 régionales de langue anglaise servant chacune 4 ou 6 commissions locales de même langue. Cette association ne suggère cependant pas de nombre en ce qui concerne les commissions régionales de langue française.

Les associations suivantes ne font aucune suggestion quant au nombre idéal de commissions régionales pour l'Ile de Montréal; elles considèrent seulement que le nombre de régionales mentionné par le rapport Parent est trop rigide et devrait être remplacé par un nombre approprié.

#56 - Nous recommandons que toutes les commissions scolaires existantes dans l'Île de Montréal soient remplacées par sept commissions régionales, chacune ayant juridiction sur tout l'enseignement pré-scolaire, élémentaire et secondaire dispensé dans son territoire, qu'il soit confessionnel ou non-confessionnel, et de langue française ou de langue anglaise. (suite)

---

The Montreal Teachers Assoc., Fed. of English Speaking Catholic Teachers of Pte-Claire., Assoc. des responsables de l'enseignement professionnel au Québec, Fed. of Catholic P.T.A. of Quebec Inc., Quebec Fed. of Protestant Home & School Assoc., Féd. des collèges classiques, Féd. des unions des familles inc. Lithuanian Community of Canada, Chambre de commerce de Montréal, Fed. des enseignants de l'île de Montréal (Lac St-Louis)

Le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, sans faire de commentaires directs sur le nombre de régionales proposées par le rapport Parent, demande que les commissions régionales anglaises déjà formées continuent à exister comme tel et que de nouvelles unités françaises soient créées.

2. Structures internes des commissions régionales

Les groupements suivants se montrent plus ou moins en accord avec le type de commissions régionales préconisé par le rapport Parent. La plupart d'entre eux suggèrent des structures alternatives, ces recommandations, assez divergentes, seront exposées sous forme de citations abrégées.

"We accept in principle the idea of non-confessional, non-linguistic regional commissions. However we feel it to be essential, that in order to protect the confessional and linguistic character of schools within that region, certain provisions must be followed.
1) The Associate Directors ... should be responsible for the pedagogical and administrative consultation with the respective syndical units.
2) That in order to protect the rights of minorities the regional Commission should be of sufficient size to be able to provide for all types of education.
3) The various regions on the Island of Montreal should correspond as closely as possible

#56 - Nous recommandons que toutes les commissions scolaires existantes dans l'Ile de Montréal soient remplacées par sept commissions régionales, chacune ayant juridiction sur tout l'enseignement pré-scolaire, élémentaire et secondaire dispensé dans son territoire, qu'il soit confessionnel ou non-confessionnel, et de langue française ou de langue anglaise. (suite)

---

3) (suite)
to current sociological, economic and ethnic divisions" (Federation of English Speaking Catholic Teachers of Pte-Claire)

L'Association suivante: "Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc." s'oppose à la formation de commissions régionales telles que définies par le Rapport Parent, elle semble se rallier à la formation de commissions régionales à la fois confessionnelles et linguistiques.

"There are 3 main supports to confessionally-linguistically identifiable schools:

i) School Commissions which have a confessional and linguistic orientation.

ii) Teachers'Associations with similar orientations.

iii) Parents'Associations with similar orientations.

This particular recommendation of the Parent Report destroys the first support (i.e. the confessional-linguistic School Commission) and at the same time, because of labor law and syndical practice, it also destroys, the second support (i.e. the confessional-linguistic teachers' association.) We are thus left with the Parents'Association as the only supportive influence for the confessionally-linguistically oriented school. In our view this is insufficient and will lead to the disappearance of such schools.

Cependant, les éléments positifs de la formation de commissions régionales sur l'Ile de Montréal sont l'égalisation des ressources et la démocratisation de l'enseignement.

#56 - Nous recommandons que toutes les commissions scolaires existantes dans l'Île de Montréal soient remplacées par sept commissions régionales, chacune ayant juridiction sur tout l'enseignement pré-scolaire, élémentaire et secondaire dispensé dans son territoire, qu'il soit confessionnel ou non-confessionnel, et de langue française ou de langue anglaise. (suite)

---

"We recommend that there be two types of commissions, one serving French language and English Catholic population and the other serving the English language and Protestant population" [The Montreal Teachers Assoc.]

"We recommend, that two English Language boards be set up - one representing Metropolitan Montreal, and one representing West Suburban Lakeshore - and that these school commissioners be elected by the English-speaking members of the community" [Lakeshore Assoc. of Protestant Teachers]

"Nous avons préconisé plus haut une distinction des administrations selon les langues" [Chambre de Commerce de Montréal]

57 - Nous recommandons qu'un conseil de développement scolaire soit immédiatement créé pour l'île de Montréal et que ce conseil ait en plus des pouvoirs que nous avons déjà recommandé d'attribuer à cet organisme, celui de recevoir le produit de l'impôt foncier perçu dans toute l'île et les subventions gouvernementales auxquelles a droit chacune des commissions scolaires, de verser les traitements et les salaires du personnel enseignant et non enseignant de toutes les commissions scolaires de son territoire, d'organiser le transport des élèves dans les cas où il est requis, d'assurer les services auxiliaires nécessaires à la bonne administration des commissions scolaires: service des statistiques, service juridique, bureaux d'architectes, etc.

---

14 associations ont commenté cette recommandation. Les remarques portant sur quatre points: (1) la détermination des fonctions du Conseil de développement scolaire; (2) le rôle du Conseil provisoire tel que suggéré par le rapport Parent; (3) la nomination des membres du Conseil; (4) l'opposition radicale ou mitigée au conseil. Plusieurs groupements ont émis des opinions pouvant se classer dans plus d'une catégorie, c'est pourquoi les mêmes associations se retrouvent sous plus d'une rubrique.

1. Fonctions du Conseil

Une partie des membres de la Quebec Fed. of Protestant Home & School Assoc. considère que le conseil devrait être responsable de la distribution et de la cueillette des impôts fonciers. La Féd. des Assoc. de parents d'élèves protestants de langue française, désire que le conseil soit le chef payeur, intermédiaire entre le ministère et le personnel. Que les fonds servant aux salaires et aux traitements du personnel proviennent du fond général de l'impôt provincial.

57 - Nous recommandons qu'un conseil de développement scolaire soit immédiatement créé pour l'île de Montréal et que ce conseil ait en plus des pouvoirs que nous avons déjà recommandé d'attribuer à cet organisme, ceux de recevoir le produit de l'impôt foncier perçu dans toute l'île et les subventions gouvernementales auxquelles a droit chacune des commissions scolaires, de verser les traitements et les salaires du personnel enseignant et non enseignant de toutes les commissions scolaires de son territoire, d'organiser le transport des élèves dans les cas où il est requis, d'assurer les services auxiliaires nécessaires à la bonne administration des commissions scolaires: service des statistiques, service juridique, bureaux d'architectes, etc.

---

La Féd. des unions de familles Inc, suggère que les demandes de construction d'écoles recommandées par les commissions régionales deviennent la responsabilité du Conseil.
Une partie (Lakeshore Council of P.T.A) de la Fed. of Catholic P.T.A. of Quebec demande que l'administration du transport des élèves soit gardée au niveau des commissions régionales.
La Fed. of English Speaking Catholic Teachers Inc., recommande que les conventions collectives soient négociées avec le conseil. Qu'en outre le gouvernement permette aux trois grands syndicats de l'île de Montréal (Alliance - M.T.A et P.M.S.C.T.) d'essayer de s'unir et de s'étendre sur la totalité de l'île.
La Chambre de commerce de Montréal veut que les versements de salaires soient effectués par les commissions régionales, que les subventions de fonctionnement soient versées directement à ces commissions, que les subventions pour les dépenses capitales soient versées au Conseil.
La Provincial Assoc. of Catholic Principals of Quebec, demande que la négociation des salaires se fasse au niveau du conseil en tenant compte des cinq régions économiques du Québec.

57 - Nous recommandons qu'un conseil de développement scolaire soit immédiatement créé pour l'île de Montréal et que ce conseil ait en plus des pouvoirs que nous avons déjà recommandé d'attribuer à cet organisme, ceux de recevoir le produit de l'impôt foncier perçu dans toute l'île et les subventions gouvernementales auxquelles a droit chacune des commissions scolaires, de verser les traitements et les salaires du personnel enseignant et non enseignant de toutes les commissions scolaires de son territoire, d'organiser le transport des élèves dans les cas où il est requis, d'assurer les services auxiliaires nécessaires à la bonne administration des commissions scolaires: service des statistiques, service juridique, bureaux d'architectes, etc.

---

La Féd. des collèges classiques désire que les pouvoirs du conseil soient élaborés par le comité de restructuration scolaire et non pas par la CECM ou toute autre commission scolaire.
L'Assoc. des commissions scolaires de la région de Montréal (zone 9) refuse que soient attribuées au conseil les fonctions suivantes:
a) recevoir le produit de l'impôt foncier
b) recevoir les subventions gouvernementales auxquelles a droit chacune des commissions régionales.
c) verser les traitements et les salaires du personnel enseignant et non-enseignant de toutes les commissions régionales du territoire
d) organiser le transport des élèves.

#57 - Nous recommandons qu'un conseil de développement scolaire soit immédiatement créé pour l'Ile de Montréal et que ce conseil ait en plus des pouvoirs que nous avons déjà recommandé d'attribuer à cet organisme, ceux de recevoir le produit de l'impôt foncier perçu dans toute l'Ile et les subventions gouvernementales auxquelles a droit chacune des commissions scolaires, de verser les traitements et salaires du personnel enseignant et non-enseignant de toutes les commissions scolaires de son territoire, d'organiser le transport des élèves dans les cas où il est requis, d'assurer les services auxiliaires nécessaires à la bonne administration des commissions scolaires: service des statistiques, service juridique, bureaux d'architectes, etc.

---

2. Conseil provisoire

Le Montreal Teachers Assoc. s'oppose nettement à ce qu'un conseil provisoire soit formé en attendant la création des commissions régionales. Elle demande que le conseil soit formé sur une base permanente, qu'en outre il n'y ait sur le conseil aucun membre du gouvernement.
Le Comité conjoint des parents de Montréal suggère que les neuf membres nommés par le gouvernement soient choisis dans les corps intermédiaires. (Chambre de commerce de Montréal, Montreal Board of Trade, F.T.Q., C.S.N.)
La Fed. des principaux du Québec, demande explicitement que le conseil ait des pouvoirs transitoires pendant la formation des 7 régionales.

57 - Nous recommandons qu'un conseil de développement scolaire soit immédiatement créé pour l'Île de Montréal et que ce conseil ait en plus des pouvoirs que nous avons déjà recommandé d'attribuer à cet organisme, ceux de recevoir le produit de l'impôt foncier perçu dans toute l'île et les subventions gouvernementales auxquelles a droit chacune des commissions scolaires, de verser les traitements et salaires du personnel enseignant et non enseignant de toutes les commissions scolaires de son territoire, d'organiser le transport des élèves dans les cas où il est requis, d'assurer les services auxiliaires nécessaires à la bonne administration des commissions scolaires: service des statistiques, service juridique, bureaux d'architectes, etc.

---

3. Membres du conseil

Le Montreal Teachers Assoc. veut que le conseil soit composé entièrement de représentants des commissions régionales.
Le Comité conjoint des parents de Montréal, recommande que le nombre de membres de langue française soit au pro-rata de la population de langue française de l'Île de Montréal.

4. Opposition au conseil

La Fed. of English Speaking Catholic Teachers of Pte-Claire, marque une certaine réticence à accepter une telle superstructure, de crainte qu'une situation se développe où les commissions régionales seraient privées de tout pouvoir de répartition de leur budget.
Une partie du Quebec Fed. of Protestant Home - School Assoc., voit dans le conseil de développement scolaire une simple réplique du ministère de l'Education. L'utilité du conseil per se est donc mise en cause.
Le Lakeshore Assoc. of Protestant Teachers accepte un organisme alternatif ayant une fonction valable entre les diverses commissions régionales, ce rôle étant purement consultatif et non exécutif. (e.r. 466)

57 - Nous recommandons qu'un conseil de développement scolaire soit immédiatement créé pour l'île de Montréal et que ce conseil ait en plus des pouvoirs que nous avons déjà recommandé d'attribuer à cet organisme, ceux de recevoir le produit de l'impôt foncier perçu dans toute l'île et les subventions gouvernementales auxquelles a droit chacune des commissions scolaires, de verser les traitements et salaires du personnel enseignant et non enseignant de toutes les commissions scolaires de son territoire, d'organiser le transport des élèves dans les cas où il est requis, d'assurer les services auxiliaires nécessaires à la bonne administration des commissions scolaires service des statistiques, service juridique, bureaux d'architectes, etc...

---

Le Montreal Board of Trade recommande un organisme semblable appelé "Comité de liaison ayant un caractère consultatif et non exécutif, son rôle consisterait à servir de moyen de diffusion de renseignements nécessaires entre les commissions régionales tels que: taux d'imposition, affaires financières, niveau de l'enseignement, évaluation du programme pédagogique expériences en matière d'enseignement, statistiques, etc...)

## Partie III- TABLEAUX

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 32 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 0 | 0.0 | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 3 |
| Parents | 6 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 0 | 0.0 | 1 | 25.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 6 | 18.7 | 2 | 6.3 | 32 |

| Article No: 33 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 2 | 40.0 | 3 | 60.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 0 | 0.0 | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 3 |
| Parents | 6 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 4 | 57.1 | 3 | 42.9 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 22 | 68.8 | 9 | 28.1 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 37 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 4 | 57.1 | 3 | 42.9 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 0 | 0.0 | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 3 |
| Parents | 5 | 83.3 | 1 | 16.7 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 2 | 50.0 | 2 | 50.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 3 | 42.9 | 3 | 42.9 | 1 | 14.2 | 7 |
| TOTAL | 18 | 56.2 | 12 | 37.5 | 2 | 6.3 | 32 |

| Article No: 38 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 0 | 0.0 | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 3 |
| Parents | 6 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 1 | 25.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 7 | 21.9 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No:42a | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 5 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 5 | 71.4 | 2 | 28.6 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 3 | 60.0 | 1 | 20.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Commissaires | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 6 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 1 | 25.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 25 | 78.2 | 6 | 78.7 | 1 | 3.1 | 32 |

| Article No: 42b | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 0 | 0.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Commissaires | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 6 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 5 | 71.4 | 2 | 28.6 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 27 | 84.4 | 4 | 12.5 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 42c 7 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 0 | 0.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Commissaires | 3 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 6 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 0 | 0.0 | 1 | 25.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 0 | 0.0 | 1 | 14.3 | 7 |
| TOTAL | 28 | 87.5 | 1 | 3.1 | 3 | 9.4 | 32 |

| Article No: 42d 8 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 0 | 0.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Commissaires | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 6 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 5 | 71.4 | 2 | 28.6 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 27 | 84.4 | 4 | 12.5 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 42E | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 0 | 0.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Commissaires | 1 | 33.3 | 2 | 66.7 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 6 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 5 | 71.4 | 2 | 28.6 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 26 | 81.3 | 5 | 15.6 | 1 | 3.1 | 32 |

| Article No: 42F | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 4 | 57.1 | 2 | 28.6 | 1 | 14.3 | 7 |
| Administrateurs | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 3 | 60.0 | 5 |
| Commissaires | 3 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 4 | 66.7 | 2 | 33.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 1 | 25.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 5 | 71.4 | 1 | 14.3 | 1 | 14.3 | 7 |
| TOTAL | 21 | 65.6 | 6 | 18.7 | 5 | 15.7 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 42G 11 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 4 | 57.1 | 2 | 28.6 | 1 | 14.3 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 0 | 0.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Commissaires | 3 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 4 | 66.6 | 1 | 16.7 | 1 | 16.7 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 5 | 71.4 | 2 | 28.6 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 5 | 15.6 | 3 | 9.4 | 32 |

| Article No: 42H 12 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 5 | 71.4 | 1 | 14.3 | 1 | 14.3 | 7 |
| Administrateurs | 3 | 60.0 | 1 | 20.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Commissaires | 3 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 1 | 16.7 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 26 | 81.2 | 3 | 9.4 | 3 | 9.4 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 421 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 4 | 57.1 | 3 | 42.9 | 0 | 0.0 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 5 | 83.3 | 1 | 16.7 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 25 | 78.1 | 7 | 21.9 | 0 | 0.0 | 32 |

| Article No: 46a | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 14 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 5 | 71.4 | 1 | 14.3 | 1 | 14.3 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 4 | 66.7 | 2 | 33.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 25 | 78.1 | 6 | 18.8 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No:46b | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 4 | 57.1 | 1 | 14.3 | 2 | 28.6 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 4 | 66.7 | 2 | 33.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 6 | 18.7 | 2 | 6.3 | 32 |

| Article No:46c | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 31 | 42.9 | 3 | 42.9 | 1 | 14.8 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 1 | 33.3 | 2 | 66.7 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 5 | 83.3 | 1 | 16.7 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 5 | 71.4 | 2 | 28.6 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 22 | 68.8 | 9 | 28.1 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 46d | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 17 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 4 | 57.1 | 1 | 14.3 | 2 | 28.6 | 7 |
| Administrateurs | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 2 | 66.7 | 1 | 33.3 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 1 | 16.7 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 5 | 71.4 | 2 | 28.6 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 23 | 71.9 | 6 | 18.7 | 3 | 9.4 | 32 |

| Article No: 46e | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 18 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 5 | 71.4 | 1 | 14.3 | 1 | 14.3 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 1 | 33.3 | 2 | 66.7 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 5 | 83.3 | 1 | 16.7 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 25 | 78.2 | 6 | 18.7 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 46f | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 5 | 71.4 | 1 | 14.3 | 1 | 14.3 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 1 | 33.3 | 2 | 66.7 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 5 | 83.3 | 1 | 16.7 | 0 | 0.0 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 25 | 78.2 | 6 | 18.7 | 1 | 3.1 | 32 |

| Article No: 46g | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 4 | 57.1 | 2 | 28.6 | 1 | 14.3 | 7 |
| Administrateurs | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 1 | 33.3 | 2 | 66.7 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 4 | 66.6 | 1 | 16.7 | 1 | 16.7 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| TOTAL | 23 | 71.9 | 7 | 21.9 | 2 | 6.2 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon le type d'associations

| Article No: 56 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 3 | 42.8 | 2 | 28.6 | 2 | 28.6 | 7 |
| Administrateurs | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 0 | 0.0 | 3 | 100.0 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 4 | 66.6 | 1 | 16.7 | 1 | 16.7 | 6 |
| Néo-Canadiens | 1 | 25.0 | 3 | 75.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr. Socio-Econo. | 4 | 57.1 | 2 | 28.6 | 1 | 14.3 | 7 |
| TOTAL | 15 | 46.9 | 13 | 40.6 | 4 | 12.5 | 32 |

| Article No: 57 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 22 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Enseignants | 2 | 28.6 | 2 | 28.6 | 3 | 42.8 | 7 |
| Administrateurs | 5 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Commissaires | 0 | 0.0 | 3 | 100.0 | 0 | 0.0 | 3 |
| Parents | 4 | 66.7 | 1 | 16.7 | 1 | 16.7 | 6 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| Gr.Socio-Econo. | 4 | 57.1 | 2 | 28.6 | 1 | 14.3 | 7 |
| TOTAL | 19 | 59.4 | 8 | 25.0 | 5 | 15.6 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 32 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 10 | 71.4 | 4 | 28.6 | 0 | 0.00 | 14<br>100.0 |
| Francophones | 11 | 78.6 | 2 | 14.3 | 1 | 7.1 | 14<br>100.0 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 0 | 0.0 | 1 | 25.0 | 4<br>100.0 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 6 | 18.7 | 2 | 6.3 | 32 |

| Article No; 33 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 8 | 57.1 | 6 | 42.9 | 0 | 0.00 | 14 |
| Francophones | 10 | 71.4 | 3 | 21.4 | 1 | 7.2 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 22 | 68.7 | 9 | 28.1 | 1 | 3.2 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 37 / 3 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 6 | 42.9 | 8 | 57.1 | 0 | 0.0 | 14 |
| Francophones | 10 | 71.4 | 2 | 14.3 | 2 | 14.3 | 14 |
| Néo-Canadiens | 2 | 50.0 | 2 | 50,0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 18 | 56.2 | 12 | 37.5 | 2 | 6.3 | 32 |

| Article No; 38 / 4 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 10 | 71.4 | 4 | 28.6 | 0 | 0.0 | 14 |
| Francophones | 11 | 78.5 | 2 | 14.2 | 1 | 7.1 | 14 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 1 | 25.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 7 | 21.8 | 1 | 3.2 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 42A 5 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 11 | 78.5 | 2 | 14.2 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 11 | 78.5 | 3 | 21.3 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 1 | 25.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 25 | 78.1 | 6 | 18.7 | 1 | 3.2 | 32 |

| Article No; 42b 6 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 9 | 64.3 | 4 | 28.6 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 13 | 92.9 | 1 | 7.1 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 26 | 81.3 | 5 | 15.5 | 1 | 3.2 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Tarent, selon la langue de l'association

| Article No: 42c | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 11 | 78.5 | 1 | 7.1 | 2 | 14.2 | 14 |
| Francophones | 14 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 0 | 0.0 | 1 | 25.0 | 4 |
| TOTAL | 28 | 87.5 | 1 | 3.2 | 3 | 9.3 | 32 |

| Article No; 42d | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 10 | 71.4 | 3 | 21.4 | 1 | 7.2 | 14 |
| Francophones | 14 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 28 | 87.5 | 3 | 9.3 | 1 | 3.2 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 42e | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 9 | 64.3 | 4 | 28.6 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 13 | 92.9 | 1 | 7.1 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 26 | 81.3 | 5 | 15.6 | 1 | 3.1 | 32 |

| Article No; 42f | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 10 | 71.4 | 2 | 14.3 | 2 | 14.3 | 14 |
| Francophones | 8 | 57.2 | 3 | 21.4 | 3 | 21.4 | 14 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 1 | 25.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 21 | 65.6 | 6 | 18.8 | 5 | 15.6 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 42G 11 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 10 | 71.4 | 2 | 14.3 | 2 | 14.3 | 14 |
| Francophones | 10 | 71.4 | 3 | 21.4 | 1 | 7.2 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 5 | 15.6 | 3 | 9.4 | 32 |

| Article No; 42H 12 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 11 | 78.6 | 1 | 7.1 | 2 | 14.3 | 14 |
| Francophones | 11 | 78.6 | 2 | 14.3 | 1 | 7.1 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 26 | 81.2 | 3 | 9.4 | 3 | 9.4 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 421 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 9 | 64.3 | 4 | 28.6 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 12 | 85.8 | 1 | 7.1 | 1 | 7.1 | 14 |
| Néo-Canadiens | 3 | 75.0 | 1 | 25.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 6 | 18.7 | 2 | 6.3 | 32 |

| Article No;46a | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 14 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 8 | 57.2 | 5 | 35.7 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 14 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 26 | 81.3 | 5 | 15.6 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 46b | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 8 | 57.2 | 5 | 35.7 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 12 | 85.8 | 1 | 7.1 | 1 | 7.1 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 24 | 75.0 | 6 | 18.7 | 2 | 6.3 | 32 |

| Article No;46c | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 6 | 42.9 | 7 | 50.0 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 12 | 85.7 | 2 | 14.3 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 22 | 68.8 | 9 | 28.1 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 46d | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 17 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 8 | 57.1 | 4 | 28.6 | 2 | 14.3 | 14 |
| Francophones | 11 | 78.6 | 2 | 14.3 | 1 | 7.1 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 23 | 71.9 | 6 | 18.7 | 3 | 9.4 | 32 |

| Article No;46e | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 18 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 8 | 57.2 | 5 | 35.7 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 13 | 92.9 | 1 | 7.1 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 25 | 78.1 | 6 | 18.8 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 46f | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 8 | 57.2 | 5 | 35.7 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 13 | 92.9 | 1 | 7.1 | 0 | 0.0 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 25 | 78.1 | 6 | 18.8 | 1 | 3.1 | 32 |

| Article No; 46g | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 6 | 42.9 | 7 | 50.0 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 13 | 92.9 | 0 | 0.0 | 1 | 7.1 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 23 | 71.9 | 7 | 21.9 | 2 | 6.2 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la langue de l'association

| Article No: 56 / 21 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 6 | 42.9 | 7 | 50.0 | 1 | 7.1 | 14 |
| Francophones | 9 | 64.3 | 3 | 21.4 | 2 | 14.3 | 14 |
| Néo-Canadiens | 1 | 25.0 | 3 | 75.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 16 | 50.0 | 13 | 40.6 | 3 | 9.4 | 32 |

| Article No: 57 / 22 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Anglophones | 6 | 42.9 | 5 | 35.7 | 3 | 21.4 | 14 |
| Francophones | 10 | 71.4 | 2 | 14.3 | 2 | 14.3 | 14 |
| Néo-Canadiens | 4 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 4 |
| TOTAL | 20 | 62.5 | 7 | 21.9 | 5 | 15.6 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| article no: 32 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 11 | 78.6 | 2 | 14.3 | 1 | 7.1 | 14 |
| Protestants | 3 | 50.0 | 3 | 50.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 4 | 00.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 6 | 85.7 | 0 | 0.0 | 1 | 14.3 | 7 |
| Total | 24 | 75.0 | 6 | 18.7 | 2 | 6.3 | 32 |

| article no: 33 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 11 | 78.6 | 2 | 14.3 | 1 | 7.1 | 14 |
| Protestants | 3 | 50.0 | 3 | 50.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 2 | 40.0 | 3 | 60.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 22 | 68.8 | 9 | 28.1 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| article no: 42g | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 11 | 78.6 | 1 | 7.1 | 2 | 14.3 | 14 |
| Protestants | 3 | 50.0 | 2 | 33.3 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 24 | 75.0 | 5 | 15.6 | 3 | 9.4 | 32 |

| article no: 42h | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 11 | 78.6 | 1 | 7.1 | 2 | 14.3 | 14 |
| Protestants | 4 | 66.6 | 1 | 16.7 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 26 | 81.2 | 3 | 9.4 | 3 | 9.4 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| Article no: 37 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 12 | 85.8 | 1 | 7.1 | 1 | 7.1 | 14 |
| Protestants | 1 | 16.7 | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 1 | 20.0 | 3 | 60.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Autres | 4 | 57.1 | 3 | 42.9 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 18 | 56.2 | 12 | 37.5 | 2 | 6.3 | 32 |

| Article no: 38 | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 11 | 78.6 | 2 | 14.3 | 1 | 7.1 | 14 |
| Protestants | 3 | 50.0 | 3 | 50.0 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 24 | 75.0 | 7 | 21.9 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| article no: 42a | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 5 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 11 | 78.6 | 3 | 21.4 | 0 | 0.0 | 14 |
| Protestants | 4 | 66.6 | 1 | 16.7 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 25 | 78.1 | 6 | 18.8 | 1 | 3.1 | 32 |

| article no: 42b | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 14 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 14 |
| Protestants | 3 | 50.0 | 2 | 33.3 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 27 | 84.4 | 4 | 12.5 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| rticle no: 42c | A c c o r d | | D é s a c c o r d | | I n d é c i s | | T o t a l |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 14 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 14 |
| Protestants | 4 | 66.6 | 1 | 16.7 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 5 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 5 | 71.4 | 0 | 0.0 | 2 | 28.6 | 7 |
| Total | 28 | 87.5 | 1 | 3.1 | 3 | 9.4 | 32 |

| rticle no: 42d | A c c o r d | | D é s a c c o r d | | I n d é c i s | | T o t a l |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 14 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 14 |
| Protestants | 3 | 50.0 | 2 | 33.3 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 4 | 00.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 28 | 87.5 | 3 | 9.4 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| article no: 42e | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 14 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 14 |
| Protestants | 2 | 33.3 | 3 | 50.0 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 26 | 81.3 | 5 | 15.6 | 1 | 3.1 | 32 |

| article no: 42f | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 10 | 71.5 | 1 | 7.1 | 3 | 21.4 | 14 |
| Protestants | 2 | 33.3 | 3 | 50.0 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 3 | 60.0 | 1 | 20.0 | 1 | 20.0 | 5 |
| Autres | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 21 | 65.6 | 6 | 18.8 | 5 | 15.6 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| rticle no: 421 | A c c o r d | | D é s a c c o r d | | I n d é c i s | | T o t a l |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 12 | 85.8 | 1 | 7.1 | 1 | 7.1 | 14 |
| Protestants | 3 | 50.0 | 2 | 33.3 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 6 | 85.7 | 1 | 14.3 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 24 | 75.0 | 6 | 18.8 | 2 | 6.2 | 32 |

| rticle no: 46a | A c c o r d | | D é s a c c o r d | | I n d é c i s | | T o t a l |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 14 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 13 | 92.9 | 0 | 0.0 | 1 | 7.1 | 14 |
| Protestants | 2 | 33.3 | 4 | 66.7 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 26 | 87.5 | 5 | 15.6 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| article no: 46b | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 12 | 85.7 | 0 | 0.0 | 2 | 14.3 | 14 |
| Protestants | 1 | 16.7 | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 24 | 75.0 | 6 | 18.8 | 2 | 6.2 | 32 |

| article no: 46c | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 12 | 85.8 | 1 | 7.1 | 1 | 7.1 | 14 |
| Protestants | 1 | 16.7 | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 2 | 40.0 | 3 | 60.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 22 | 68.8 | 9 | 28.1 | 1 | 3.1 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| article no: 46d | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 17 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 11 | 78.6 | 1 | 7.1 | 2 | 14.3 | 14 |
| Protestants | 3 | 50.0 | 2 | 33.3 | 1 | 16.7 | 6 |
| Neutres | 2 | 40.0 | 3 | 60.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 23 | 71.9 | 6 | 18.7 | 3 | 9.4 | 32 |

| article no: 46e | Accord | | Désaccord | | Indécis | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 18 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 12 | 85.7 | 0 | 0.0 | 2 | 14.3 | 14 |
| Protestants | 1 | 16.7 | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 24 | 75.0 | 6 | 18.7 | 2 | 6.3 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| rticle no: 46f | A c c o r d | | D é s a c c o r d | | I n d é c i s | | T o t a l |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 12 | 85.8 | 1 | 7.1 | 1 | 7.1 | 14 |
| Protestants | 1 | 16.7 | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 4 | 80.0 | 1 | 20.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 24 | 75.0 | 7 | 21.9 | 1 | 3.1 | 32 |

| rticle no: 46g | A c c o r d | | D é s a c c o r d | | I n d é c i s | | T o t a l |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 12 | 85.7 | 0 | 0.0 | 2 | 14.3 | 14 |
| Protestants | 1 | 16.7 | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 3 | 60.0 | 2 | 40.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 7 | 100.0 | 0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 7 |
| Total | 23 | 71.9 | 7 | 21.9 | 2 | 6.2 | 32 |

Opinions des informateurs sur certaines recommandations du rapport Parent, selon la dénomination religieuse des associations

| rticle no: 56 | A c c o r d | | D é s a c c o r d | | I n d é c i s | | T o t a l |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 10 | 71.4 | 2 | 14.3 | 2 | 14.3 | 14 |
| Protestants | 1 | 16.7 | 5 | 83.3 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 2 | 40.0 | 3 | 60.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 3 | 42.9 | 3 | 42.9 | 1 | 14.2 | 7 |
| Total | 16 | 50.0 | 13 | 40.6 | 3 | 9.4 | 32 |

| erticle no: 57 | A c c o r d | | D é s a c c o r d | | I n d é c i s | | T o t a l |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 22 | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) | (%) | (N) |
| Catholiques | 10 | 71.5 | 1 | 7.1 | 3 | 21.4 | 14 |
| Protestants | 2 | 33.3 | 4 | 66.7 | 0 | 0.0 | 6 |
| Neutres | 2 | 40.0 | 3 | 60.0 | 0 | 0.0 | 5 |
| Autres | 6 | 85.7 | 0 | 0.0 | 1 | 14.3 | 7 |
| Total | 20 | 62.5 | 8 | 25.0 | 4 | 12.5 | 32 |

Enumération des associations

A chacune des associations correspond un code qui indique dans quelles catégories on classe l'association quant aux variables suivantes:

a) le type d'association
- E = enseignante
- A = administrateurs
- C = commissaires
- P = parents
- N = non-canadiens
- S = socio-économiques

b) la langue de l'association
- A = anglophone
- F = francophone
- N = non-canadiens

c) la dénomination religieuse
- C = catholiques
- P = protestants
- T = neutres
- A = autres (juifs et non-canadiens)

Ainsi, The Montreal Teachers Association aura comme code EAN, E pour association d'enseignants, A pour association anglophone et N pour association sans dénomination religieuse particulière.

| Nom des associations | Code |
|---|---|
| Rabbinical Council of Canada | SAA |
| Lakeshore Association of Protestant Teachers | EAP |
| The Montreal Teachers Association | EAN |
| Fed. of English Speaking Catholic Teachers Inc. | EAC |
| Fed. of English Speaking Catholic Teachers of Pointe-Claire | EAC |
| Protestant School Comission of Hudson | CAP |
| Provincial Association of Catholic Principals of Que. | AAC |
| Quebec Asso. of Protestant School Administrateurs | AAP |
| Protestant School Board of Greater Montreal | CAP |
| The Fed. of Catholic P.T.A. of Quebec Inc. | PAC |
| Quebec Fed. of Protestant Home and School Asso. | PAP |
| The Montreal Board of Trade | EAN |
| Canadian Jewish Congress | SAA |
| Committee for Tax Supported Jewish Schools | PAA |

| Noms des associations (suite) | Code |
|---|---|
| Fédération des unions de familles Inc. | FFC |
| La Chambre de Commerce de Montréal | SFB |
| Féd. des enseignants de l'Ile de Montréal (Alliance) | EFC |
| Féd. des enseignants de l'Ile de Montréal (Lac St-Louis) | EFC |
| Assoc. des professeurs de l'Ecole Normale Jacques-Cartier | EFC |
| Fédération des principaux du Québec | APC |
| L'Assoc. des Commissions scolaires de la région de Montréal (zone 9) | CFC |
| Comité conjoint des parents de Montréal | PFC |
| Féd. des Assoc. de parents d'élèves des écoles protestantes de langue française | FFP |
| Conseil des Assoc. parents-maîtres du diocèse de Montréal | PFC |
| Mouvement laïque de langue française | SFB |
| Conseil du travail de Montréal | SFB |
| Fédération des collèges classiques | AFC |
| Assoc. des responsables de l'enseignement professionnel au Québec | AFC |
| Ukrainian Canadian Association (Montreal Branch) | ERA |
| Lithuanian Community of Canada | ERA |
| Centre d'accueil St-Sauveur | ERA |
| Croation Peasant Society | ERA |